

**SOLIDARITÉ
SOCIALISTE**

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014

*Présenté au conseil d'administration du 28 mai 2015 et
à l'assemblée générale du 24 juin 2015*



Table des matières

1.	Evolution du contexte de la coopération	4
2.	Lignes de force du programme 2014-2016 en 2014	6
3.	Le programme de SolSoc : synthèses des résultats pour chaque pays en 2014	12
a.	OSN1 Belgique.....	13
b.	OSS010 Bolivie	15
c.	OSS020 Burkina Faso	18
d.	OSS030 Burundi	21
e.	OSS040-41 Colombie	24
f.	OSS050 République Démocratique du Congo	27
g.	OSS060 Guinée Bissau.....	30
h.	OSS070 Maroc.....	33
i.	OSS080 Palestine.....	36
j.	OSS090 Sénégal	39
k.	OSS100 Programme international.....	42
4.	Les mandats de SolSoc en 2014.....	45
5.	La communication de Solsoc	47
a.	Publications	47
b.	Le Croco	47
c.	Le site : www.solsoc.be	48
d.	Web-documentaire	48
6.	La mobilisation et la récolte de fonds	49
a.	Visibilité de SolSoc	49
b.	Campagne de recrutement de donateurs et cartes de vœux.....	49
c.	Les donateurs du mouvement socialiste	51
d.	Campagne 11.11.11	52
e.	La fondation Solidaris international	52
f.	Relation avec les bailleurs publics	53
i.	La DGD.....	53
ii.	Les entités fédérées.....	54
iii.	Les provinces, les villes et les communes	55
iv.	La Loterie Nationale.....	55
7.	L'organisation interne	56
a.	Le personnel.....	56
b.	La coordination interne et procédure de décision	57
c.	La gestion comptable et financière.....	58
d.	La gestion du personnel	58
8.	Le fonctionnement des instances.....	62
9.	Liste des acronymes	63

1. Evolution du contexte de la coopération

En 2014, **les multiples crises** (financière, économique, sociale, climatique, énergétique, sanitaire) se poursuivent avec un effet dévastateur. Près de 1,5 milliard de personnes vivent dans une **pauvreté multidimensionnelle** (voir rapport PNUD 2014). Chaque année, 100 millions de personnes en incapacité de se payer des soins de santé basculent dans la pauvreté. L'épidémie d'Ebola a tué 7000 personnes en Afrique de l'Ouest. La **dégradation des systèmes de santé** de ces pays est la conséquence directe des plans d'ajustement structurel, traduits par des coupes drastiques dans les budgets sociaux. Des milliers de personnes perdent la vie en tentant de fuir les zones de conflits (Syriens, Afghans, Palestiniens, Irakiens, Soudanais).

La **multipolarité** est en pleine croissance. Les problèmes sont de plus en plus complexes. Le manque d'accès aux biens publics et les **défaillances de la gouvernance internationale**, l'inertie et la fragmentation institutionnelle sont les causes sous-jacentes de la plupart de ces situations de vulnérabilité transnationales. Les défis planétaires requièrent une solution globale, coordonnée et des mécanismes de gouvernance mondiale adaptés renforçant la **résilience** des populations les plus vulnérables.

Les cartes économiques sont redistribuées. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui ne représentait que 10 % de l'économie mondiale en 1950 dépasseront en 2020 (Cf. Rapport du DH) la production cumulée du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Le sixième sommet des BRICS a donné naissance, le 15 juillet 2014 à Fortaleza, à une Banque de développement et à un Fonds de réserve. S'agit-il d'une étape décisive dans la **refondation de l'ordre économique et politique international** ? Indéniablement, ces pays acquièrent un poids politique croissant, et influencent aussi la progression du **développement humain**. Imposant moins de conditions, leurs interventions dans les pays en développement se renforcent avec des avantages comparatifs aussi dans des secteurs importants du développement humain avec des produits et processus plus adaptés aux besoins locaux (cf. les entreprises indiennes qui fournissent des médicaments à des prix plus abordables pour les populations locales, ..). Cependant, les **inégalités** continuent à y être criantes. Elles sont le plus souvent liées aux revenus¹. La liberté d'association, le droit à la négociation, à l'action collective, les droits fondamentaux y sont régulièrement bafoués alors que ce sont les leviers indispensables pour atteindre des conditions de vie, de **travail** et des salaires **décents** et les principes de base d'une société démocratique.

Bonne nouvelle pour la démocratie : un soulèvement populaire au Burkina Faso a mis fin en 2 jours au règne du président Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 1987 et qui brigait un 5^{ème} mandat. Le rôle de la **société civile** s'est **affirmé**, d'abord dans la contestation² vis-à-vis du pouvoir et ensuite dans sa participation au dialogue national. Un gouvernement de transition civil à vocation de représenter toutes les composantes de la société burkinabè a été mis en place pour une durée d'un an. Les regards se tournent maintenant vers les pays à risques de l'Afrique centrale qui s'apprêtent à entrer en processus électoral. Si l'expérience Burkinabè est concluante, un signal fort sera donné pour soutenir d'autres peuples en Afrique.

En Palestine, 2014 a été marquée par les **opérations militaires israéliennes** « Gardiens de nos frères » et « Bordure protectrice »³ particulièrement meurtrières suite à l'enlèvement et l'assassinat de trois jeunes Israéliens près d'Hébron et au lancement de roquettes sur Israël à partir de la bande de Gaza. Comme l'UE, le souligne régulièrement sans pour autant prendre de mesures, la poursuite de la colonisation constitue le principal obstacle à la paix. Sans l'adoption de mesures visant l'**arrêt** et le **démantèlement des colonies**, toute solution durable au conflit demeurera illusoire.

Au Nord, les **politiques d'austérité** ne relancent pas la croissance et au contraire approfondissent la crise et le chômage avec un effet récessif. Les classes populaires plus vulnérables subissent en premières

¹ La majorité des personnes vivant dans la pauvreté se trouvent dans les pays à revenus intermédiaires (PRI) et au-delà des inégalités de revenus, environ la moitié des richesses mondiales sont aujourd'hui détenues par le 1% des individus les plus riches, les 85 individus les plus riches détenant collectivement la même quantité de richesses que la moitié la plus pauvre de la population (cf. rapport PNUD 2014). Les inégalités élevées et persistantes entravent le développement humain, la réduction de la pauvreté¹, alimentent les tensions sociales et sapent les valeurs de démocratie. Une augmentation de 1% du revenu national réduit la pauvreté de revenu de 4,3 % dans les sociétés les plus égalitaires contre uniquement de 0,6% dans les sociétés les moins égalitaires (Rapport PNUD 2014)

² De nombreuses franges de la population : jeunes, associations de femmes, syndicats, société civile d'une manière générale se sont mobilisés dans la foulée de la campagne « tournons la page, pour l'alternance démocratique » initiée au Sénégal en 2011.

³ L'opération bordure protectrice a tué 2.257 personnes à Gaza et blessé 11.100 autres

lignes les effets néfastes de ces politiques. Les systèmes de **protection sociale** sont **détricotés**. Les budgets de l'aide publique au développement (APD) sont également touchés même si on constate, après plusieurs années de baisse, une augmentation de 6,1 % de l'APD entre 2012 et 2013 atteignant un montant record de 134,8 milliards de dollars au niveau mondial. 17 pays donateurs de l'OCDE sur 28 ont augmenté leur APD. La Belgique n'en fait pas partie. **L'APD belge** stagne tristement à **0,45 %** (loin de l'objectif de 0.7%) du RNB alors qu'elle atteignait 0,64 % en 2010. Pourtant, il est nécessaire de continuer les efforts. Et bien que l'APD ne représente plus que 15 % des flux allant aux pays en voie de développement, elle reste le canal le plus stable et le plus prévisible pour combler les baisses de flux privés et pour atteindre les populations les plus vulnérables. Elle joue un rôle considérable en favorisant la stabilité politique, économique et sécuritaire de régions entières.

Au-delà de la quantité, il est important de prendre en compte la **qualité de l'Aide**. La Belgique, contrairement à la tendance⁴ générale de délaisser les pays les plus fragiles pour faire des prêts aux pays à revenus intermédiaires, consacre 73 %⁵ de son APD à 10 Pays Moins Avancés (PMA) d'Afrique subsaharienne dont la République Démocratique du Congo, premier pays bénéficiaire. L'efficacité de l'aide reste une préoccupation partagée. Depuis Busan, on enregistre pourtant peu d'avancées dans le **nouvel agenda de Partenariat mondial** faute de plan opérationnel et d'indicateurs de suivi. La conférence de Mexico (en avril 2014) met aussi en lumière le manque d'engagement et les divergences entre les donateurs traditionnels et les pays émergents. L'amélioration de la stabilité, la transparence et la prévisibilité de l'aide, ou l'encouragement à la responsabilité mutuelle, l'arrêt des conditionnalités politiques et macro-économiques ou l'alignement sur les stratégies définies par les pays partenaires ne sont pas encore effectives. La montée en puissance de la **coopération Sud-Sud** et l'arrivée des nouveaux acteurs privés rendent plus que nécessaire de s'accorder sur des critères d'efficacité si l'on veut éviter que les enjeux commerciaux et géostratégiques ne supplantent les enjeux du développement.

En Belgique, la **nouvelle loi** de mars 2013 impulsée par les précédents Ministres de la Coopération Paul Magnette et Jean Pascal Labille intègre les principes internationaux de l'efficacité (Paris, Accra et Busan). Elle concerne tous les canaux de la coopération belge. Elle repose sur une vision fondée sur les **droits humains** et est centrée sur la lutte contre les inégalités et sur la justice sociale. Les principes qui guident cette loi se traduisent par la mise en place de nouveaux cadres juridiques pour assurer la **cohérence des politiques en faveur du développement** (CPD) avec un dispositif institutionnel ambitieux⁶ ainsi que pour les programmes des acteurs non gouvernementaux. En 2014, deux conseils consultatifs ont été mis en place pour conseiller le gouvernement fédéral en matière de genre et de développement. Les acteurs de la coopération non gouvernementale (ACNG) tenus de travailler davantage en synergie pour améliorer l'efficacité de leurs interventions ont commencé à élaborer ensemble des **Analyses Contextuelles Communes** (ACC) en conformité avec le nouvel arrêté royal spécifique au financement des ACNG finalisé en avril 2014.

Cependant, la lecture et l'analyse de l'accord du nouveau gouvernement soulève des inquiétudes quant au respect de l'esprit de la réforme et de la nouvelle loi. En dépit des actions d'interpellations des ONG dont SolSoc, la **vision** du volet international du **gouvernement libéral** est fondée sur la **stigmatisation** des plus faibles, en particulier des migrants, la diminution des mécanismes de solidarité nationale et internationale, la réduction de toute ambition environnementale, la diminution des droits fondamentaux, civils et politiques, mais aussi sociaux. Elle ne pourra qu'accroître la vulnérabilité individuelle et systémique.

L'évolution du contexte, les nouveaux paradigmes de la coopération au développement et l'affirmation d'une vision fondée sur les droits humains, politiques, économiques, sociaux et culturels confirment l'analyse à la base du nouveau plan stratégique 2017-2026 de **Solidarité Socialiste** ainsi que la **pertinence des thématiques** déclinées dans le programme 2014-2016 : la démocratie et les droits économiques et sociaux parmi lesquels l'économie sociale et la protection sociale avec la couverture santé universelle comme alternative de développement équitable et solidaire. **Le travail en réseau et en synergie**, fondement de la démarche de Solidarité Socialiste est renforcé dans les pratiques de partenariat, au sein de l'action commune socialiste et plus largement aux travers des plates-formes thématiques.

⁴ L' « agenda for change » est axé sur la spécialisation, l'appui au secteur privé, différenciation et programmation conjointe

⁵ Rapport 2014 sur l'aide belge au Développement (3elf/CNCD)

⁶ Conférence interministérielle, conseil consultatif, commission interdépartementale, analyse d'impact des politiques de commerce, finances, changement climatique, agriculture, défense etc...

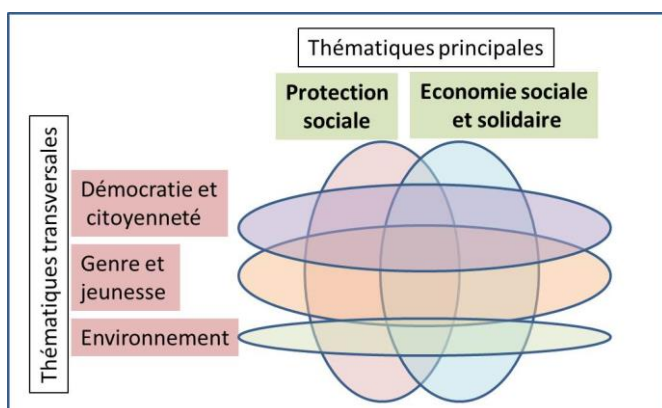
2. Lignes de force du programme 2014-2016 en 2014

Le partenariat en réseau a structuré des réseaux d'organisations au niveau :

- micro / local : partenaires limitrophes (OCB),
- méso / régional et national : partenaires associés⁷ et limitrophes (OCB),
- macro / international : les 25 partenaires associés et SolSoc.

Dans le Sud, les 25 partenaires associés et 302 partenaires limitrophes (mouvements sociaux, réseaux et organisations de la société civile) ont été renforcés pour peser davantage sur les rapports de force en faveur d'un développement basé sur une gestion démocratique et participative de la société. Ceci afin de garantir à tous un accès le plus équitable possible aux droits économiques et sociaux.

Le programme aborde **deux thématiques principales** et **trois thématiques transversales** :



La protection sociale est envisagée comme modèle de développement alternatif et solidaire. Quatre partenaires associés et 51 limitrophes (44 mutuelles et 7 Unions) du Burkina Faso, du Sénégal, du Burundi et la RD du Congo ont poursuivi leur stratégie d'extension de l'assurance maladie à travers la structuration des réseaux de mutuelles de santé et le plaidoyer en faveur de politiques d'assurance maladie universelle. L'Union Nationale des Mutualités Socialistes a apporté une importante plus-value à l'expertise de SolSoc. En juillet 2014, un programme porté par la plateforme MasMut centré sur la structuration et le renforcement des

plateformes nationales de mutuelles de santé dans 6 pays d'Afrique, a été approuvé par le Ministre. SolSoc assure le pilotage du suivi de ce programme au Burundi et au Burkina Faso. Le programme MasMut est complémentaire au volet protection sociale du programme de SolSoc travaillant davantage la base (mutuelles et unions de mutuelles).

L'économie sociale et solidaire est une stratégie puissante de lutte contre les inégalités sociales. C'est une réponse concrète à l'exclusion. La thématique est nouvelle bien qu'elle soit déjà souvent inscrite dans les pratiques des partenaires limitrophes. Elle concerne directement les partenaires de tous les pays sauf de Palestine. Plus particulièrement en Afrique, 2014 a été une année d'appropriation du concept de l'EcoSol. Un premier atelier organisé par SolSoc et les partenaires au Burundi en octobre 2014 a réuni 16 partenaires du réseau « FADOC » de 4 pays africains et de Belgique. Les 35 participants ont construit collectivement une boussole de l'Ecosol. Il s'agit d'un guide des principes communs de l'ESS, sur base desquels ils ont concrétisé une vision consensuelle de l'ESS et des pistes de stratégies pour améliorer et adapter leurs pratiques.

En Bolivie et au Burundi, **la collaboration avec la FGTB Horval** offre de nouvelles perspectives dans l'accompagnement des partenaires limitrophes (associations de producteurs, de paysans, d'artisans, de coopératives, d'organisations communautaires, de syndicats) en renforçant leur mise en réseau et leur capacité d'action au niveau régional et national et en se centrant sur l'organisation de la défense des droits des travailleurs. Ces perspectives ont été clarifiées lors d'une mission conjointe SolSoc-Horval dans chacun des 2 pays en 2014 et tenant compte des champs d'intervention respectifs.

Les thématiques « **démocratie et citoyenneté** », « **genre et jeunesse** » et « **environnement** » sont transversales à tous les programmes « pays ». En Palestine et au Maroc, « genre et jeunesse » considéré comme priorité a été traduit en structuration de mouvements et de cadres de travail. La démocratie, le droit international, et les droits de l'Homme ont été repris dans les thématiques principales de la RD du Congo, la Colombie, la Palestine et du Maroc. Les préoccupations en matière de droit international, de droits humains et de démocratie des partenaires de la RD du Congo, la Colombie, la Palestine, sont relayées par l'action politique de SolSoc au Nord.

⁷ Partenaires associés sont ceux avec qui SolSoc signe une convention et les partenaires limitrophes sont les OCB ou le public cible

Dans le cadre du volet Nord de son programme 2014-2016, Solidarité Socialiste centre son action sur le « Renforcement des capacités du plaidoyer des organisations de l'action commune socialiste sur les enjeux Nord Sud liés à la démocratie et au respect des droits économiques et sociaux ». 2014 a donc vu le renforcement et/ou la mise en place d'une série de collaborations dans ce sens avec les services de communication de ses partenaires privilégiés: la FGTB, les FPS, les mutualités socialistes, pour la production et la diffusion d'articles et de différents supports sur ces sujets. Citons entre autres le web-documentaire et l'exposition "Femmes du Kivu, Entre violence et espoir" diffusé vers les régionales FPS, le PS et à l'occasion de l'édition 2014 de la Fête des Solidarités. Un important travail de relais des préoccupations des partenaires Sud et de leurs thématiques a été opéré vers les mandataires politiques PS et l'IEV (rencontres d'acteurs Sud, témoignages, documents d'analyses, etc.). Ce travail s'est également développé en collaboration avec les autres acteurs non gouvernementaux, au travers des coupoles (CNCD), des plateformes et des partenariats spécifiques au sein de l'Action commune socialiste en vue d'un plaidoyer commun vers les décideurs politiques. Ainsi, au plan régional et thématique, SolSoc a alimenté différents espaces de concertation. A titre d'exemples: l'élaboration de documents stratégiques au sein de la plate-forme AGRICONGO, coalition d'ONG belges visant à renforcer le mouvement paysan congolais ; l'appui au travail d'information et de témoignages d'OIDHACO qui rassemble les ONG belges autour de la question des Droits humains en Colombie sur la question des accords de libre commerce et de leur impact sur les populations; dans le cadre de la campagne belge « Made in Illegality » qui plaide pour la suspension des relations commerciales et économiques avec les colonies israéliennes, l'ONG a soutenu la publication d'une étude sur les investissements publics belges dans les colonies israéliennes et s'est impliquée dans la préparation d'une mission parlement; ou encore les préparatifs de la campagne «protection sociale» coordonnée par le CNCD et son homologue néerlandophone 11.11.11., à laquelle SolSoc participe en collaboration avec les partenaires de l'Action Commune; c'est dans ce cadre que l'ONG s'est investie en 2014 dans la préparation d'un outil de sensibilisation sur la question des creuseurs artisanaux du Katanga.

Les collaborations et les synergies entre partenaires Sud-Sud et Nord-Sud ont été renforcées au plan international: concertations et ateliers au niveau international non seulement dans le domaine de l'Ecosol mais également dans celui de la protection sociale (en janvier 2014, atelier international de plaidoyer au Burundi sur «L'importance des Mutuelles de santé dans la mise en place de la couverture maladie universelle» avec la participation de Solidaris Mons Wallonie Picarde). Des partenaires ont participé aux Forums sociaux (africains et Droit humains), en coordination avec SolSoc, ils ont préparé leur interventions et participation au FS mondial de 2015. Ces espaces et d'autres mis en place par le réseau des partenaires permettent des analyses et réflexions collectives, l'échange de bonnes pratiques et la capitalisation. Le programme y consacre un objectif spécifique (OSS100 International).

Les **synergies Nord/Sud** ont aussi été renforcées dans les espaces existants (MASMUT, AGRICONGO, plateforme Protection Sociale CNCD, plateforme Afrique centrale, Eurac, OHIDACO, Made in Illegality, ECCP, ...). Et de nouveaux espaces ont été investis (Coalition des ACNG pour un Travail Décent, le comité de liaison des ACC pour l'élaboration des Analyses Contextuelles Communes, la plateforme Protection Sociale du CNCD, la Commission Cohérence des Politiques en faveur du Développement).

Thèmes	Plateformes en 2014
Santé/Protection sociale	MASMUT; plate- forme Protection sociale (CNCD); SOLIDAR
Souveraineté Alimentaire	Alliance AgriCongo ; Table ronde des partenaires de la FONGS, Réseau Cotonou Francophone
Economie Sociale et Solidaire	En cours d'identification (pistes SAW-B et RIPESS)
Travail Décent	Coalition Travail Décent (ACC); ACHACT
Afrique Centrale	Plateforme Afrique centrale CNCD; Agricongo ; EURAC
Colombie	Coordination Belgique-Colombie ; OIDHACO ; Plateforme Amérique Latine du CNCD
Palestine	ABP, ECCP (via ABP), Made in Illegality, Tribunal Russell sur la Palestine, Plate- forme Urgence Gaza, BDS
Secteur ONG	CNCD: BE, CA, Commissions politique et financière, Commissions programmes et projets, comité de liaison ACC, commission CPD, Commission Genre ; ACODEV : CA et Groupe sectoriel ED ; FEONG, CA SESO-SETM ; CA CETRI

Le processus d'élaboration des **Analyses Contextuelles Communes**, condition pour bénéficier de subvention DGD à partir de 2017, a démarré en 2014 mais l'essentiel du travail sera concentré sur les six premiers mois de l'année 2015. SolSoc s'est inscrit dans la dynamique de la coalition « Travail décent » avec les syndicats, les mutuelles et d'autres ONG (FOS, WSM et Oxfam) pour l'élaboration de l'ACC thématique Travail Décent en prenant le lead de l'ACC TD Afrique de l'Ouest, du Nord et de la Palestine.

Le **relai du plaidoyer des partenaires du Sud** et l'éducation au développement vers les organisations syndicales, mutualistes et d'éducation permanente liées au mouvement socialiste portent des fruits. Les collaborations se multiplient au sein de l'action commune. SolSoc est régulièrement sollicité pour les dossiers ou les événements comprenant une dimension Nord Sud.

Le **suivi** a été **renforcé** par l'adoption de la méthode de la **cartographie des incidences** pour l'**identification** et le **suivi du programme**. La CI est en parfaite adéquation avec une approche orientée résultats dans la mesure où elle définit clairement les résultats qu'elle veut atteindre (incidences) et les instruments et les outils de vérification (marqueurs de progrès, journaux des incidences, journaux des stratégies et des pratiques organisationnelles). La CI questionne régulièrement les stratégies pour les adapter au mieux aux incidences (résultats) attendus. Elle nuance et apprécie l'atteinte des résultats de façon exigeante. Le **dispositif de suivi** a été mis en place début 2014 dans chaque pays lors d'un atelier animé par SolSoc qui a réuni partenaires associés et limitrophes du programme « pays ». Un guide méthodologique « suivi » élaboré en interne a facilité le processus. Les indicateurs (marqueurs) prioritaires font l'objet d'un suivi plus approfondi à l'aide de journaux (des incidences, des stratégies et des pratiques organisationnelles) complétés collectivement au minimum 2 fois par an. Il existe un plan de suivi pour chaque indicateur (marqueurs) priorisé. La méthodologie a également été adaptée pour le suivi du volet Nord. L'ensemble du dispositif a été finalisé en juin 2014 et aussitôt transmis à la DGD.

Correspondance de la cartographie des incidences avec le cadre logique



En interne, le GT-PGM, qui regroupe toute l'équipe de SolSoc chargée du programme, suit l'opérationnalisation de la CI. Les Réunions Techniques Partenariat Nord (9) et Sud (10) permettent le suivi régulier de l'incidence et des stratégies du Volet Nord et du Volet Sud du PGM. Les **RTPN** complètent régulièrement leurs journaux et les **RTPS** analysent les journaux des partenaires remplis lors des ateliers « pays » articulés au moins 1 fois par an à une mission de suivi. Tous les journaux sont disponibles à SolSoc. En 2014, SolSoc a réalisé 19 missions de suivi sur le terrain (en moyenne 2 par pays).

La mission du comité d'accompagnement (**CODAC**) du programme a été élargie. Outre le **pilotage des évaluations** externes, il en appuie le suivi des recommandations et la capitalisation des expériences dans le domaine de l'Économie Sociale et Solidaire. **Deux évaluations externes** prospectives sont en cours. L'une concerne la stratégie de **communication** et de **plaidoyer** vers les partenaires et publics Nord de SolSoc et l'autre les processus d'**autonomisation** et d'**émancipation** des acteurs du programme Sud.

Dans le cadre d'un processus permanent d'**amélioration de la qualité**, Solidarité Socialiste a mis en œuvre un chantier consacré à l'analyse globale des risques. Au sein de l'équipe, une personne a été formée à la **gestion des risques** liés aux interventions et deux autres personnes à la gestion des risques financiers.

Le programme a été approuvé le 14/04/2014 et la première tranche de subside a été versée le 12/6/2014. Le démarrage tardif des activités explique le taux des dépenses en 2014, en moyenne **74 %**. En tenant compte du retard, le programme s'est déroulé dans l'ensemble conformément aux prévisions. Sur 57 indicateurs de résultats, 40 ont été totalement atteints (**70%**) et 15 partiellement atteints. A la demande de la DGD, le budget et les dépenses de l'OSS100 ont été éclatés à parts égales sur les 9 autres objectifs spécifiques « pays ».

Synthèse partenaires associés et limitrophes, thématiques et résultats par Objectif Spécifique (Pays) en 2014

Pays/OS	Partenaires associés	Partenaires limitrophes	Thématiques	Appréciation des résultats 2014
Bolivie OSS01	AYNI FINS CIOEC	PL1 : 4 municipalités PL2 : 6 Syndicats PL3 : 7 OECAS, 6 OECOMS, 4 associations de femmes et de jeunes et 2 macro associations PL4: Les 3 partenaires associés	EcoSol Genre et jeunesse	
Burkina Faso OSS02	ASMADE	PL1 : 2 Organisations paysannes PL2 : 1 Collectif d'associations de travailleuses PL3 : 2 Unions des mutuelles de santé et 15 mutuelles de santé PL4 : Le partenaire associé	Protection Sociale EcoSol	
Burundi OSS03	ADISCO CNAC-B COSYBU	PL1 : FEMUSCABU, 4 Unions et 21 Mutuelles de santé, PAMUSAB PL2 : Université Populaire Haguruka PL3 : 21 Coopératives et réseau de coopératives PL4 : Union des Coopératives des Caféculteurs (COCOCA) PL5 : La cellule plaidoyer et la cellule communication de la CNAC	Protection Sociale EcoSol	
Colombie OSS04	IPC ATI	PL1 : 4 Organisations productrices PL2 : Fomentamos PL3 : 3 Réseaux organisations de producteurs et artisans. PL4 : Les 2 partenaires associés	EcoSol	
Colombie OSS041	IPC	PL1: local Tierra y vida uraba PL2 : régional : mesa de victimas PL3 : National Tierra y vida	Droit International Droit humains	
RD Congo OSS050	PRODDDES CENADEP CRAFOP DIOBASS	PL1 : Mouvement paysans : 18 réseaux PL2 : Organisations de producteurs : 32 IESS PL3 : 43 Réseaux d'OCB et OSC PL4 : 2 GT plaidoyer: la CORAP et le CMS PL5 : 2 Mutuelles: LONALO (Equateur) et MUSQUAP(KIN)	EcoSol Protection Sociale Démocratie Droit International Droit humains	
Guinée Bissau OSS060	AD ADIM PRO CIVICUS	PL1 : 2 Les réseaux, associations et coopératives des femmes productrices de l'économie sociale et solidaire PL2 : 3 Les réseaux, associations et coopératives de pêcheurs et agriculteurs PL3 : 2 Les réseaux d'associations d'habitants et de producteurs urbains et ruraux PL4 : Le réseau des partenaires	EcoSol Démocratie	

		PROCIVICUS/GB PL5 : 2 partenaires des projets pilotes d'AD et ADIM à São Domingos et dans les Bijagós PL6 : La table des partenaires de l'économie sociale et solidaire		😊 😞 😊
Maroc OSS070	AFAQ AJR	PL1: 38 associations de quartier PL2: 6 dynamiques de quartier PL3: Les 2 partenaires associés AFAQ et AJR PL4: L'équipe de coordination (IFAAP)	EcoSol Genre et jeunesse Démocratie	😞 😞 😊 😊
Palestine OSS080	Ma'an PAC BISAN	PL1 : 4 syndicats nationaux PL2 : 17 clubs de jeunes PL3 : étudiants de 6 universités PL4 : 9 comités populaires PL5 : 4 municipalités et Haut Conseil de la Jeunesse et des Sports. PL6 : Les 3 partenaires associés	Genre et jeunesse Démocratie Droit International Droit humains	😊 😞 😊 😊 😊 😞
Sénégal OSS090	APROFES OYOFAL PAJ GREEN FONGS	PL1 : 15 structures associatives PL2 : 6 mutuelles de santé PL3 : 3 MEC PL4: élus locaux, responsables et décideurs départementaux, régionaux et nationaux. PL5: Les 4 partenaires associés	Protection Sociale EcoSol	😊 😊 😞 😊 😞
International OSS0100	25 partenaires associés	302 partenaires limitrophes R1 : Atelier ECOSOL R2 : Missions internationales R3 : Les évaluations externes R4 : Cartographie des incidences (CI) R5: Les forums sociaux R6 : Analyses Contextuelles Communes	EcoSol Protection Sociale Démocratie Droit International Droit humains Genre et jeunesse	😊 😊 😊 😊 😊 😞
Belgique OSN1	FGTB, FPS, UNMS, IEV, Plateformes	PL1 FGTB PL2 FPS PL3 Mutualités Socialistes PL4 IEV et mandataires PS PL5 Plateformes de plaidoyer N/S	EcoSol Protection Sociale Démocratie Droit International Droit humains Genre et jeunesse	😊 😊 😊 😊 😊 😊

Exécution budgétaire 2014

Numéro OS par pays	Montants à justifier hors FS	Montants dépensés (valorisations incluses)				Soldes non utilisés	%
		Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total		
Coûts opérationnels du volet Nord							
OSN010	410.040,00	104,66	52.005,39	331.184,96	383.295,01	26.744,99	93%
Sous-total	410.040,00	104,66	52.005,39	331.184,96	383.295,01	26.744,99	93%
Coûts opérationnels du volet Sud							
OSS010	369.925,30	93.599,14	74.288,69	110.911,03	278.798,86	91.126,44	75%
OSS020	429.225,30	42.240,06	126.710,89	102.345,64	271.296,59	157.928,71	63%
OSS030	411.811,30	47.477,75	142.169,56	99.863,57	289.510,88	122.300,42	70%
OSS040	285.079,15	9.590,94	49.372,21	128.255,80	187.218,95	97.860,20	66%
OSS041	101.579,15	1.291,77	27.465,71	42.029,48	70.786,97	30.792,18	70%
OSS050	516.467,30	129.345,40	224.729,55	98.584,12	452.659,07	63.808,23	88%
OSS060	333.656,30	102.847,57	21.460,96	54.935,83	179.244,36	154.411,94	54%
OSS070	350.056,30	0,00	41.383,97	78.659,43	120.043,40	230.012,90	34%
OSS080	418.309,30	87.023,24	88.731,17	142.976,28	318.730,69	99.578,60	76%
OSS090	365.851,30	134.967,19	48.116,58	96.819,53	279.903,30	85.948,00	77%
Sous-total	3.581.960,67	648.383,05	844.429,30	955.380,70	2.448.193,04	1.133.767,62	68%
Coûts de gestion							
CG	382.518,41	0,00	94.478,93	292.504,94	386.983,87	-4.465,46	101%
Sous-total	382.518,41	0,00	94.478,93	292.504,94	386.983,87	-4.465,46	101%
Coûts directs totaux	4.374.519,08	648.487,71	990.913,62	1.579.070,60	3.218.471,93	1.156.047,15	74%

3. Le programme de SolSoc : synthèses des résultats pour chaque pays en 2014

a. OSN1 Belgique

Synthèse des résultats obtenus en 2014 pour le volet nord du PGM

Contact SolSoc	Partenaires limitrophes 2014 (groupes cibles)			
Personne de contact: Pascale Bodinaux Tel: 02/ 505 40 82 Email : pbodinaux@SolSoc.be	-	FGTB	-	FPS
	-	Mutualités Socialistes	-	IEV et mandataires PS
	-	Plates-formes de plaidoyer N/S		
Libellé de l'OSN1: Les capacités des organisations de la mouvance socialiste et des mandataires du PS à informer et mobiliser leurs bases sociales pour le plaidoyer à destination des décideurs politiques sur les enjeux N/S de la citoyenneté et de la démocratie, en particulier en Afrique Centrale, en Palestine et en Colombie, et sur ceux des droits économiques et sociaux, en particulier la protection sociale et l'économie solidaire, sont renforcées.				
Principaux résultats et analyses des changements 2014 et appréciation 😊, 😐, 😞				
Partenariat avec la FGTB: De nouvelles collaborations concrètes avec différentes composantes de la FGTB (Centrale Générale, IFSI, FGTB Liège, Horval) au plan des actions et des supports de communication ont été établies. SolSoc devient un partenaire récurrent de la FGTB. La sensibilisation et le travail de contacts semblent porter progressivement leurs fruits. SolSoc et la FGTB se positionnent ensemble au sein des plateformes de plaidoyer, notamment en ce qui concerne la protection sociale. Néanmoins, il reste encore à renforcer les collaborations sur les supports de communication de la FGTB ainsi que la stratégie de participation de représentants de la FGTB à des activités impliquant nos partenaires Sud. A ce stade, les collaborations ne bénéficient pas encore suffisamment d'impact et de visibilité auprès des militants de base.				😊
Partenariat avec les FPS: En cette fin de première année la stratégie globale se met réellement en place. Les FPS sont davantage en demande de nos contenus et de nos outils. Les supports de communication et principalement le trimestriel Femmes Plurielles intègrent des contenus Sud. Pour la première fois, le service Etudes fait appel à SolSoc pour son expertise.				😊
Partenariat avec les Mutualités Socialistes: Le caractère professionnel des collaborations que SolSoc propose aux Mutualités favorise une écoute et un regard positifs sur SolSoc et la reconnaissance de ses compétences et expertises et celles de ses partenaires. La participation active de SolSoc à des événements d'envergure organisés par les Mutualités Socialistes tels que la Fête des Solidarités contribue à resserrer les liens avec différentes composantes de l'Action Commune. Le programme multi-acteurs MasMut a été approuvé par un Arrêté ministériel, ce qui constitue en soi un indiscutable succès et donne l'opportunité de diverses collaborations tant avec des partenaires Sud qu'avec des partenaires Nord (UNMS-Fédérations). Ce programme offre également l'opportunité de renforcer la plateforme existante MasMut et de lui donner une plus grande ampleur dans son travail de plaidoyer politique.				😊
Partenariat avec l'IEV et les mandataires socialistes : Renforcer et multiplier les contacts avec les mandataires et/ou candidats et l'IEV et les mobiliser sur les questions de solidarité internationale est sans conteste un succès. Cela se traduit par un suivi sur certaines thématiques (Colombie, Burundi, Palestine, accaparement des terres, Accords de commerce, etc.) et par de nouvelles sollicitations et collaborations. Certains mandataires, dont notamment de nouveaux élus jeunes et motivés, sont plus particulièrement à notre écoute. Les résultats sont donc très positifs et permettent d'atteindre des changements attendus.				😊
Partenariat avec les plateformes de plaidoyer: Les plateformes dans lesquelles SolSoc est représentée intègrent des éléments d'analyse de nos partenaires Sud dans leurs documents de plaidoyer (notes politiques, axes de revendication, mémorandum, élaboration des PIC) soit directement, soit via l'intermédiation de SolSoc qui consulte régulièrement ses interlocuteurs du Sud sur les thématiques communes de plaidoyer. Les plates-formes sont à leur tour mieux outillées pour les actions de plaidoyer vers les décideurs. Les mandataires politiques du PS utilisent les documents et analyses fournis par les Plates-formes.				😊
Exécution budgétaire 2014	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	10.700,00	77.500,00	321.841,00	410.040,00
Réalisé	104,66	52.005,39	331.184,96	383.927,91
%	1	67	103	93
Commentaires: les dépenses prévues en matière de frais d'investissement ont été reportées à 2015 afin de				

correspondre au plan interne d'amortissement du matériel informatique.	
Suivi et coordination du PGM :	
Date des ateliers de suivi Nord	Participants
<p>1. Réunions Techniques de suivi du Programme Nord (RTPN) : les journées des 7/1, 19/2, 23/3, 7/5, 5/6 (consacrée au remplissage des journaux), 2/9, 16/10, 12/11, 9/12 (consacrée au remplissage des journaux)</p> <p>2. Atelier de suivi évaluation du Volet Nord : Les 28 et 29 janvier 2014</p> <p>3. Réunions du GT PGM Les journées des 17/3, 16/6, 5/9, 17/12</p>	<p>L'ensemble de l'équipe de Solidarité Socialiste travaillant sur le Volet Nord</p> <p>Ensemble de l'équipe PGM</p>
Principales conclusions et recommandations	
<p>La stratégie du volet Nord s'est recentrée sur le plaidoyer avec davantage de moyens humains et une répartition plus pertinente du travail de plaidoyer assumé à la fois par les chargés de partenariat Sud et les chargés de partenariat Nord (5 « Veilles thématiques »: Protection Sociale, Economie sociale et solidaire, Palestine, Colombie, Afrique Centrale ; et 3 chargés de partenariat Nord : FGTB, Mutualités/FPS, mandataires/IEV). Le démarrage du Programme en 2014 débute tel qu'initialement prévu. Il faut relever le fait que le contexte socio-économique (politiques d'austérité) et politique (élections de mai 2014) belge a pu avoir quelques impacts sur son déroulement, tantôt positifs (mandataires PS dans l'opposition plus proactifs sur certains thèmes de plaidoyer de Solsoc), tantôt négatifs (mobilisation des mouvements sociaux sur des préoccupations socio-économiques ou politiques belgo-belges). La stratégie globale de communication vers les différents partenaires Nord semble porter ses fruits et les collaborations se multiplient au sein de l'action commune. SolSoc est régulièrement sollicité par ses différentes composantes pour collaborer sur différents dossiers ou événements comprenant une dimension Nord/ Sud. 2014 a permis également d'approfondir notre connaissance des mouvements sociaux dont nous sommes proches tant en terme de fonctionnement interne que de positionnement politique. Certains défis sont encore à relever pour renforcer les collaborations et un plaidoyer commun avec les associations de la mouvance socialiste autour des thèmes de notre programme et toucher leur propre public, à savoir les militants de base. La stratégie de communication et de plaidoyer vers nos partenaires et publics nord, ainsi que ses différents supports fait l'objet d'un processus d'évaluation orchestré par le CODAC au sein d'un groupe de travail ad hoc composé de membres de l'équipe et d'experts externes qui s'est réuni 3 fois en 2014 et présentera ses conclusions en 2015.</p>	

b. OSS010 Bolivie

Renforcement des capacités d'acteurs locaux pour l'implémentation de modèles d'économie sociale communautaire en Bolivie.

À la recherche d'une amélioration de notre situation



Je m'appelle Eusebio Martínez Thola, je suis le président du comité du projet « Élevages des truites ». Les familles qui habitent la communauté de Tucu Tucu, travaillent principalement dans l'agriculture (pomme de terre, blé, orge et tarwi) et la production est surtout destinée à la consommation familiale. Il y a aussi de l'élevage de quelques animaux, moutons et lamas. Le climat est très froid et nous sommes donc dans l'impossibilité de cultiver d'autres choses. Il y a très peu d'opportunités et les jeunes et les familles dès qu'ils le peuvent, migrent vers Potosi. Ils vont travailler à la mine et peu à peu la communauté se vide par manque de possibilités et de

revenus.

En 2013, cherchant toujours à améliorer notre situation nous avons élaboré un projet d'élevage de truites. On a commencé l'expérience en 2014 et nous nous sommes intégrés au programme de Solsoc. Au début, les choses n'ont pas été faciles, mais on ne pouvait pas laisser passer la chance d'essayer cette alternative, surtout qu'il y a très peu de production de poissons et nous savions qu'il y avait une demande particulièrement à Potosi. On cherchait ainsi à améliorer notre alimentation et en même temps avoir des revenus complémentaires.

Ainsi peu à peu on a fait les constructions, les alevins sont arrivés et on commence à voir notre rêve devenir réalité. Toute la communauté est très contente et on participe tous. Avec l'appui technique et les formations, on apprend tous les jours et on améliore le travail. On espère que notre projet devienne un exemple pour les autres communautés de la municipalité.

Quelque mois de plus et on sera prêts à commercialiser les premières truites... on va voir comment les choses évolueront, voir ce que dit la communauté ; on évaluera tous ensemble le processus et on verra ensemble comment s'améliorer chaque jour.



Sra. Eusebia Cruz

Présidente du Groupe de Mujeres Kajchiri

« Avant les femmes n'avaient pas la chance d'apprendre et de participer dans nos communautés. Maintenant grâce au programme, avec ses ateliers, ses formations et l'appui qu'on a reçu pour notre projet productif, on participe, on partage, on sait faire des projets... Aujourd'hui nous voulons aussi appuyer les

jeunes femmes ainsi que les femmes du troisième âge. Nous voulons faire des choses pour les femmes de la communauté pour qu'elles puissent rester. »

24 au 30 de novembre 2014	Gladys Cifuentes, chargée du programme Bolivie Gladys Cifuentes	Le 18 et 19 septembre/2014 à Sucre. Le 27, 28 et 29 novembre / 2014 – Sucre	associations 8 personnes de : CIEOC, AYNi et Nor Sud. 10 personnes : Ayni, FINS, CIOEC
Principales conclusions et recommandations			
<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre le travail au niveau municipal pour intégrer les techniciens et autres fonctionnaires dans le processus pour garantir la durabilité du travail. - Renforcer le travail des macro-associations existantes et dynamiser le réseautage dans les autres communautés. - L'intégration de toutes les macro-associations dans le réseautage au niveau départemental (CIOEC départemental) notamment pour la commercialisation. - Poursuivre l'appui au travail de CIOEC au niveau national pour renforcer le travail de plaidoyer. - Vu l'exode rural qui persiste, il est important de renforcer la place des stratégies qui donnent des perspectives aux jeunes dans leur communauté. - Renforcer les capacités des femmes pour qu'elles jouent un rôle dans les espaces de décision. - L'intégration des différents acteurs et instances dans la démarche globale (syndicats, macro-associations, réseaux, autorités locales, municipales, etc.) est un point très positif dans le travail. - Etant donné les élections municipales de mars 2015, il est important de donner un suivi et d'assurer une mise à niveau des nouveaux élus. - En Bolivie le contexte juridique et les différents moments qui se présentent tant au niveau municipal que national facilitent le travail de plaidoyer. Les opportunités sont là, mais les lois sans une réglementation adéquate et sans une application concrète ne peuvent avoir des résultats concrets pour les petits producteurs. Le travail est encore très important pour faire de la loi une réalité, mais le chemin est plus clair. - Le fait d'avoir dans le programme un partenaire comme CIOEC qui a participé et suivi le processus depuis le début facilite le travail d'appropriation. Dans ce sens, nous espérons arriver à la fin du programme à une réglementation adéquate là où le programme est présent. 			

c. OSS020 Burkina Faso

Renforcement des capacités de réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire engagés dans la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux au Burkina Faso.



Auparavant, les femmes du groupement de Siena, dans la commune de Yaba travaillaient uniquement sur les parcelles de leurs maris. Grâce à l'appui de la FGPN, elles ont obtenu des parcelles qu'elles peuvent cultiver pour leur propre compte. Elles produisent ainsi du riz qu'elles transforment en farine pour les besoins de leurs familles ou commercialisent directement en panicules. Elles ont l'intention de nouer de nouveaux partenariats avec les pouvoirs publics pour obtenir une décortiqueuse et une formation en étuvage afin de pouvoir vendre leur riz à un meilleur prix en maîtrisant l'étape de transformation.

OSSO20 Burkina Faso – synthèse

Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2014 (groupes cibles)		
Personne de contact: Perrine Crevecoeur Tel: 02/ 505 40 80 Email: pcrevecoeur@solsoc.be	ASMADE	PL1 : Organisations paysannes – Association Tind Yalgré (ATY) et Fédération des groupements de producteurs du Nayala (FGPN) PL2 : Collectif des Associations de Restauratrices et Transformatrices de Produits Locaux (CARTPL) PL3 : Unions des mutuelles de santé et mutuelles de santé : Union des Mutuelles de Santé du Centre (UMUSAC) – 8 mutuelles membres, Union des Mutuelles de Santé du Plateau Central (UMSPC) – 7 mutuelles membres. PL4 : ASMADE		
Libellé de l’OSSO20 : les capacités des partenaires et des groupes cibles (mutuelles de santé communautaires, organisations paysannes de producteurs, organisations de transformatrices de produits alimentaires), avec une attention particulière aux jeunes et aux femmes, sont renforcées au plan politique, stratégique, technique, institutionnel et financier, dans les domaines de l’économie sociale et solidaire et de la protection sociale:				
Principaux résultats et analyses des changements 2014 et appréciation 😊, 😐, 😞				
PL1 : 136 femmes et 51 jeunes hommes (moins de 35 ans) bénéficient maintenant de leurs propres parcelles de terres cultivables ce qui favorise leur autonomie et leur reconnaissance au sein des communautés. De façon plus générale, les femmes ayant participé aux différents processus de formations ont plus confiance en elles ; elles ont amélioré et renforcé leur capacité à négocier avec leurs époux, à prendre la parole en public, à animer des débats et des échanges. Le processus d’appropriation du concept d’ESS à travers un diagnostic des pratiques des PL impulsé suite au séminaire international au Burundi, (voir rapport OSS0100) est amorcé.				😊
PL2 : 24 femmes représentant 21 associations disposent de nouvelles compétences de transformation pour diversifier leurs activités. Les membres des instances vont à la recherche de financements et négocient elles-mêmes des espaces aménagés pour leurs activités avec les autorités publiques. La certification de la qualité reste elle un défi pour la suite du programme.				😐
PL3 : 5 nouvelles mutuelles sont mises en place dans le Nayala, adossées à des Unions de la FGPN. Ce processus de mise en place des mutuelles de santé adossées aux Unions de la FGPN a suscité un engouement important de la part de la population. Aujourd’hui la FGPN fait face à une forte demande de la part des populations afin que les affiliations soient effectives début 2015, période propice pour le paiement des cotisations vu la récente période de récolte et de commercialisation.				😐
PL4 : 5 nouvelles sources de financements acquises. Un manuel de formation en 4 tomes pour la mise en place de mutuelles de santé a également été élaboré. Sa lecture scientifique est en cours avec des spécialistes universitaires et son édition est prévue pour le premier semestre 2015.				😊
Exécution budgétaire 2014	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	44.515,00	267.322,30	117.388,00	429.225,30
Réalisé	42.240,06	122.577,81	101.461,64	266.279,51
%	95	46	86	62
Commentaires: Le retard dans le traitement du dossier et l’acceptation finale du programme a entraîné un retard important dans la mise en œuvre des activités vu l’incertitude quant aux financements et l’arrivée tardive des fonds.				
Suivi et coordination du PGM				
Date des missions de suivi SolSoc	Participants	Date des ateliers de suivi pays	Participants	
Du 3 février au 14 février	Perrine Crevecoeur	4 août 2014 : 2 ateliers micro – UMUSAC et UMSPC	Membres du bureau exécutif- Membres du bureau de contrôle; représentants des mutuelles membres, animateur équipe de coordination (ASMADE)	
Du 24 novembre au 5 décembre	P. Crevecoeur, K. Sebbah et V.	3 et 4 septembre 2014 : 2 ateliers micro – ATY et FGPN	Membres du CA - Équipe technique (animateurs,	

	Wemaere		coordonnateur, comptable); représentants des groupements membres, équipe de coordination (ASMADE)
		25 juillet 2014 : 1 atelier micro – CARTPL	Membres du bureau- Représentantes des associations membres du collectif- Animatrice, équipe de coordination (ASMADE)
		30 septembre 2014 : 1 atelier micro – ASMADE	équipe de coordination (ASMADE)
		2 et 3 septembre 2014 : 1 atelier national	Membres des CA- Membres de bureaux exécutif- Les équipes techniques de chaque partenaire limitrophe - Équipe de coordination (ASMADE)

Principales conclusions et recommandations

Dans l'ensemble, le programme au Burkina a amorcé un démarrage bouleversé sur son volet protection sociale par les changements politiques. Une force importante du programme et de ses acteurs réside dans ses actions de plaidoyer politique aux différents niveaux, qu'il soit local ou national, et sur des thématiques aussi différentes que l'accès à la terre, la reconnaissance des mutuelles ou l'obtention d'espaces d'activités professionnelles. Il semble évident que le volet « Mutuelles » est l'axe fort du programme notamment à travers la nouvelle articulation qu'il trouve avec les organisations paysannes dans le Nayala.

On peut souligner également la prise en compte importante de la dimension transversale du genre dans le programme : qu'il s'agisse très concrètement d'accès à la terre ou plus globalement d'autonomisation des femmes au sein des organisations, les changements sont sensibles et les stratégies mises en œuvres démontrent un réel souci des partenaires à amorcer un véritable changement.

On pourrait s'interroger par contre sur les faibles avancées en matière d'économie sociale et solidaire à proprement parler. La commercialisation, l'organisation de filières, la formalisation des initiatives, etc. sont autant d'aspects importants à développer mais qui demeurent encore peu traduits dans des stratégies concrètes et innovantes par les PL. Cependant, il s'agit de rappeler que la première année du programme était davantage une année d'appropriation du concept d'ESS qui devrait permettre aux acteurs du programme d'entamer collectivement un virage dans leurs pratiques. Le cycle des séminaires internationaux organisés au Burundi, en Bolivie et au Maroc doit permettre d'appuyer ce processus, comme tend déjà à le démontrer l'initiative de diagnostic mené au Burkina suite au séminaire du Burundi.

Il faudra veiller entre autre en 2015 à :

- maintenir le plaidoyer pour un vote rapide de la loi AMU durant la période de transition.
- mettre en place une solution technique adéquate pour l'informatisation des données des Unions de mutuelles de santé.
- approfondir les réflexions et identifier les stratégies ou adaptations pour une meilleure adéquation avec les principes de l'ESS, principalement concernant la commercialisation, les démarches filières et les enjeux politiques.
- accentuer le renforcement institutionnel d'ATY et de la FGPN grâce à un accompagnement plus rapproché.

d. OSS030 Burundi

Renforcement des capacités de réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire engagés dans la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux au Burundi.



Nyandwi Denise et les membres de son IGG

Je suis Nyandwi Denise, j'ai 39 ans. Je suis membre de la coopérative Ruziba Nyamakarabo. Mon histoire commence lorsque j'ai été sélectionnée par ADISCO pour devenir « paysanne ferment ». La formation que j'ai suivie a été « ma porte » vers une vie meilleure. Elle m'a donné la force de fonder avec 10 amis de ma colline, volontaires et paysans comme moi, un groupe d'autopromotion et de solidarité (IGG) que nous avons baptisé Twiyunga. Je suis devenue animatrice endogène. J'étais consciente des problèmes de mon métier de paysanne et surtout du prix bas de la bière de banane et de l'approvisionnement en engrais. C'est pourquoi je me suis mobilisée pour mettre en place une coopérative. Pour agir de l'intérieur, là où c'est possible d'avoir de la force, je me suis fait élire secrétaire du bureau exécutif. Soucieuse de servir d'exemple, j'ai concilié cette grande responsabilité avec un engagement dans le développement d'une filière : j'ai mis en place ce qu'ADISCO appelle une EFI (exploitation familiale intégrée) où j'ai cultivé un champ de multiplication de manioc. Je me suis aussi lancée dans la production de plants agroforestiers. Mon EFI m'a permis d'être plus convaincante lorsque je faisais du transfert de connaissance entre paysans dans l'un de ses champs. Aujourd'hui, comme mes cerises de café sont traitées à la coopérative ma ristourne est meilleure. Avec les autres bénéficiaires, j'ai agrandi mon verger de manguiers et d'agrumes qui me rapporte déjà plus de 1.000.000 de FB.

Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2014 (groupes cibles)
Personne de contact : Sylvie DEMEESTER Tél : 02/505 40 76 Email : sdemeester@solsoc.be	ADISCO CNAC FEBUTRA	PL1 : La FEMUSCABU, les 4 Unions et les 21 Mutuelles de santé (MS), la PAMUSAB PL2 : L'Université Populaire Haguruka PL3 : 16 Coopératives multifonctionnelles et multi-filières, 4 Usines coopératives et l'Union des coopératives multifonctionnelles et multi-filières(UHACOM) PL4 : L'Union des Coopératives des Caféculteurs (COCOCA) PL5 : Les cellules plaidoyer et communication de la CNAC-B
Libellé de l'OSSO30 : Les capacités des partenaires (ADISCO, la CNAC et la COSYBU) et des groupes-cibles (la FEMUSCABU, les Unions de Mutuelles de santé communautaires et les mutuelles de santé communautaires, la PAMUSAB, l'Université Populaire Haguruka, l'Union des coopératives multifonctionnelles et multi-filières et les coopératives membres, la COCOCA et les cellules de plaidoyer et de communication de la CNAC), avec une attention particulière aux jeunes et aux femmes, sont renforcées sur le plan politique, stratégique, technique, institutionnel et financier, dans les domaines de l'économie sociale et solidaire et de la protection sociale, et sont en mesure d'améliorer leur viabilité organisationnelle et économique, de conduire des actions de plaidoyer, de porter des initiatives qui améliorent les revenus et la protection sociale et de contribuer ainsi à améliorer les conditions de vie des populations.		
Principaux résultats et analyses des changements 2014 et appréciation : 😊 😐 😞		
PL1 : Les leaders et les membres des MS se sentent propriétaires et responsables de leur MS et de la FEMUSCABU. Ils ont la volonté de l'affirmer : 13 sur 21 MS terminent l'année mutuelliste sans subventions de fonctionnement et le nombre de membres s'est maintenu malgré l'activation de la CAM. Les MS ont pris conscience de l'importance de la qualité de leur gouvernance interne et de se professionnaliser. Elles sont impliquées au sein des Comités provinciaux et communaux de la protection sociale. Elles ont intégré dans leurs mandats le suivi de la qualité des soins. La FEMUSCABU est dotée d'un secrétariat permanent et accompagnée par une cellule technique. Elle est active dans la défense des intérêts de ses membres. Elle participe activement aux activités de la PAMUSAB. La PAMUSAB, institutionnalisée, est un acteur incontournable et reconnue pour ses compétences et la pertinence de ses analyses sur l'accès à la santé.		😊
PL2 : l'UPH est fonctionnelle. Ses curricula sont définis et 10 des 38 modules sont complets. Ils intègrent les principes et valeurs défendus (autopromotion, ECOSOL) par le mouvement social Haguruka. 9 cycles de formations se sont déjà organisés depuis septembre 2014. 312 leaders et cadres des MS et coopératives en ont bénéficié. 4 recherches innovantes, adaptées au contexte et qui valorisent les savoirs locaux sont en cours.		😊
PL3 : Les plus-values d'intégrer les activités café et vivrière (maximisation des infrastructures, services et profits et meilleure exploitation et valorisation des équipements) et l'évolution vers des coopératives multi-filières sont mieux comprises et acceptées par les coopérateurs et acteurs de la filière café : 5 coopératives sont multifonctionnelles et fonctionnent réellement, 3 coopératives café ont entamé le processus d'intégration des cultures vivrières à celle du café et deux coopératives ont entamé le processus de développement de produits labellisés. l'Union des coopératives Haguruka a tenu son AG constituante. en décembre. La Fédération Burundaise des Travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac, et des branches connexes (FEBUTRA) a obtenu sa reconnaissance officielle le 24/6.		😐
PL4 : L'Union COCOCA est une société coopérative dont 18 coopératives café autonomes sont membres. L'Union COCOCA a intégré dans son système de rémunération du café (ristournes, fonds social, rémunération limitée des parts sociales, ...) et son ROI (conditions d'adhésion), les principes et valeurs de l'ECOSOL.		😐
PL5 : Les cellules de plaidoyer et communication de la CNAC sont fonctionnelles et rendent des services de qualité et appropriés. Elles agissent en faveur de leurs membres et rendent de plus en plus les services qu'ils en attendent.		😊

Exécution budgétaire 2014	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	75.796,00	211.216,00	124.799,00	411.811,00
Réalisé	47.477,75	142.169,56	99.863,57	289.510,88
%	63	67	80	70

Commentaires : Rien de spécial à signaler, si ce n'est que l'engagement des dépenses en début d'année a été parcimonieux du fait de l'incertitude quant aux financements de certaines activités novatrices, comme l'UPH.

Suivi et coordination du PGM :

Date des missions de suivi SolSoc	Participants	Date des ateliers de suivi pays	Participants
19/1 au 29/1 22/1 au 29/1	Sylvie Demeester Véronique Wemaere	19/1 au 22/1 : élaboration du dispositif de suivi	SOLSOC, ADISCO, CNAC, et deux ou trois représentants de tous les PL
26/6 au 2/7	Sylvie Demeester	26/6 au 2/7 : remplissage des journaux intermédiaires	SOLSOC, ADISCO, CNAC, et deux ou trois représentants de tous les PL
25/10 au 29/10	Sylvie Demeester Gilberto Ferreira		SOLSOC, FEBUTRA, 1 représentant ADISCO
26/10 au 4/11	Casimir Nsabimana	25/10 au 29/10 : adaptation plan d'action FEBUTRA	

Principales conclusions et recommandations

Globalement, en fin de cette première année d'un nouveau programme les changements attendus sont atteints. Au niveau d'ADISCO le développement des « connexions » entre les structures qu'elle accompagne aux différents niveaux (micro avec les EFI, les IGG, les MS et les coopératives, méso avec la FEMUSCABU, et l'UHACOM) devient effectif : les membres des EFI (via leur IGG) adhèrent aux coopératives, les membres des coopératives cotisent aux mutuelles de santé et les mutuelles de santé investissent dans les coopératives.

En stabilisant leur taux d'adhésion et en renforçant leur autonomie financière les MS ont montré qu'elles avaient dépassé la période d'instabilité et ce malgré les tergiversations liées aux politiques de santé et de protection sociale. Maintenant, elles doivent mettre l'accent sur leur professionnalisation pour montrer leur crédibilité et fiabilité et se préparer à jouer un rôle dans la mise en place de l'AMU au Burundi. La FEMUSCABU et la cellule technique d'appui mise en place par ADISCO les accompagneront dans ce sens.

La PAMUSAB est légalisée. La compétence de ses membres et la pertinence de leurs analyses lui ont permis d'acquérir une place de choix lors des concertations en lien avec la protection sociale. Avec l'appui institutionnel et les renforcements dont elle va bénéficier en 2015 et 2016 dans le cadre du programme MASMUT, elle n'aura plus besoin des fonds du programme SolSoc. Seules ses actions au niveau des MS et de la FEMUSCABU seront encore couvertes par celui-ci. L'indicateur deviendra : nombre de propositions soutenues par la FEMUSCABU en tant que membre de la PAMUSAB qui influencent la politique de protection sociale en faveur de ses MS communautaires.

L'évaluation des premières formations données par l'UPH confirme qu'elles répondent à des besoins en renforcement des leaders et cadres non encore disponibles localement et que les méthodes de renforcement des compétences et de partage de savoir qui s'y pratiquent et les contenus des modules sont adaptés aux publics ciblés. Elle est une actrice clé de l'autopromotion et du renforcement d'un leadership engagé. Pour maintenir la qualité des formations, l'UPH va mettre en place un comité scientifique. Elle va progressivement élargir son référentiel en formations et offrir des programmes à la carte.

Les coopératives sont en marche vers la mise en pratique des principes et valeurs de l'ECOSOL. L'intégration des activités café et vivrières devient effective. Leur accompagnement se traduit par plus de qualité dans leur gestion et leur management.

La FEBUTRA investira les coopératives pour identifier des personnes qui acceptent d'être ses relais et de suivre la mise en place des consignes qu'elle préconise.

L'Union COCOCA a pris ses marques et ses services créent un engouement qui l'oblige à réfléchir à son expansion. Elle a intégré dans ses textes les principes et valeurs de l'ECOSOL.

Les cellules de plaidoyer et communication de la CNAC ont des rôles cruciaux d'information, de mobilisation et de formation qu'elles assument dans le contexte actuel de la fin de la privatisation de la filière café.

e. OSSO40-41 Colombie

OSSO40 : Renforcement des capacités des acteurs pour une économie solidaire et la construction d'une vie digne.

OSSO41 : Renforcement des capacités des acteurs pour le droit à la Terre et à la vie en Colombie.

1^{ère} anecdote : ESS

Je m'appelle Rosalba Matías Ortiz, j'habite dans le hameau de Cacique de la municipalité d'Ubaque, Cundinamarca et je fais partie du collectif de paysannes d'Ubaque « Semillas de Paz y Vida » (Semences Paix et Vie).

Comme la plupart des femmes à la campagne j'ai eu beaucoup de problèmes pour aller à l'école ; mon père, qui prenait toutes les décisions à la maison, trouvait qu'une femme n'avait pas besoin d'étudier. Pour lui, savoir faire la cuisine et certains travaux dans les champs était suffisant pour une femme. C'est plus tard que j'ai eu le courage de demander au professeur de l'école de me laisser participer au cours, je me suis retrouvée avec des petits enfants, mais j'y suis allée jusqu'au bout, grâce à l'appui de mon plus grand frère qui m'a aidé pour les dépenses.



Malgré qu'on ne soit pas loin de Bogota, on a beaucoup de difficultés pour accéder à l'école, à l'hôpital et aux services de base. Le seul « avantage » c'est que les gens partent plus vite à la ville rechercher de meilleures conditions de vie, mais ils sont vite désenchantés.

De temps en temps, surtout en période d'élections, on voit arriver des politiciens qui promettent des écoles, des logements, même de l'argent pour l'achat des engrais... Mais la plupart du temps ça reste des promesses et si jamais il y a quelque chose qui arrive, ou ce n'est pas du tout ce qu'ils ont promis, ou on reçoit des choses qu'on n'a pas besoin. S'il y a des projets qui se font, ce sont des « crédits spéciaux pour les paysans » dans le but de faire de nous des « entrepreneurs »... À la fin ce qu'ils cherchent c'est de nous mettre en concurrence avec les voisins et la famille pour voir qui a droit au crédit, bien cher... La vision est chacun pour soi et de diviser les communautés.

Quand nous avons commencé notre collectif nous rêvions d'avoir un meilleur futur pour nous et nos enfants à la campagne. Ce projet et sa vision de l'économie sociale et solidaire nous a aidé à voir qu'il est possible de faire des choses ensemble, partager, et que pour réaliser notre rêve et celui de nos enfants il est important de travailler ensemble, en communauté. Ce qui nous rend plus fortes, c'est savoir qu'on n'est pas toute seule et que si le groupe avance nous avançons toutes. Au niveau personnel, je cherche à construire un monde meilleur pour mes enfants et dans lequel rester à la campagne et vivre d'une autre manière est un chemin possible et pas une obligation.

2^{ème} anecdote Victimes : Javier Solar de La Rosa - Leader de la municipalité d'Arboletes

La participation à la formation « mémoire : territoire, paix et développement », a été déterminante pour moi dans mon travail avec les communautés d'Arboletes et au nord d'Urabá (San Pedro d'Urabá, San Juan de Urabá et Necoclí). J'ai acquis les outils pour parler de territoires, que les communautés ont des droits sur ces territoires et dans les décisions qui se prennent à ce niveau. C'est très motivant de voir que les gens commencent à s'organiser, à voir clair, à mieux connaître les autres et leurs luttes (indigènes, afro-descendants, les femmes, etc.)



La formation m'a apporté de nouvelles relations, des connaissances et m'a donné du courage. Même ma fille de 15 ans commence aussi à s'intégrer dans ce travail. Il est important de continuer à s'informer, à se former pour qu'ils ne nous dupent pas. En plus j'ai commencé à dénoncer la spoliation de nos terres, parce qu'on dit que chez nous il n'y a pas eu de problèmes ni de victimes, mais aujourd'hui j'ai les éléments nécessaires pour démontrer le contraire.

f. OSS050 République Démocratique du Congo

Renforcement des capacités de réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire engagés dans la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux en RD du Congo.



Monsieur MONGBONGOMBITA, Président de l'entreprise « MALEMBE MALEMBE TOKOKOMA » qui veut dire « Petit à petit, nous y arriverons » et Président du Réseau local des entreprises d'économie sociale et solidaire raconte: « Quand on me salue, je réponds toujours en disant "Mes hémorroïdes sont finies". Je suis âgé de 56 ans et père de 5 enfants. Je démonte et répare des pneus et chambres à air depuis 1985. On m'appelle « QUADO ». Ce travail hautement manuel demande beaucoup d'efforts physiques qui à la longue m'ont donné des douleurs lombaires et articulaires et des hémorroïdes externes. Aucun traitement médical ne m'a guéri. Pour faire vivre ma famille, il ne m'a pas été possible d'arrêter, parce que ce travail, c'est le seul que je connais. Que pouvais-je faire ? Un jour, avec mes collègues, on a décidé de se mettre ensemble pour agir dans la solidarité. On a créé l'association « MALEMEBE MALEMBE TOKOKOMA ». En 2013, le CRAFOP s'est approché de nous. Comme nous étions motivés, travailleurs et solidaires, en 2014, il nous a aidés à acquérir un compresseur mécanique de 50 kg et du matériel. Depuis, le travail est moins pénible et la qualité du service offert à la clientèle est meilleure : il est soigné et rapide. Nos clients sont plus nombreux et sont devenus fidèles. Nous gagnons donc plus. Après quelques mois de travail, je peux dire que je vis mieux et je vais mieux. Une partie de l'argent que nous gagnons, nous le mettons de côté. Il va nous permettre d'investir dans l'achat d'un terrain pour y construire notre atelier et enfin avoir une latrine à nous et un bureau où se reposer à l'ombre. Un matin, en me réveillant, je ne sentais différent. Que-ce passe-t-il dis-je à mon épouse ? Où sont parties les douleurs et les hémorroïdes ? Ma femme m'a répondu « Le compresseur vous a guéri. Voilà qu'un bon matériel de travail est un bon médicament car il augmente l'espoir d'une vie digne et longue ». Que vive le compresseur, que vive l'Economie Sociale et Solidaire !!

Budgétisé	98.397,00	293.885,00	124.185,00	516.467,00
Réalisé	129.345,40	224.729,55	98.584,12	452.659,07
%	131	76	79	88

Commentaires: L'engagement des dépenses en début d'année a été parcimonieux du fait de l'incertitude quant aux financements du programme et de l'incapacité de certains partenaires à préfinancer. De plus il prend plus de temps depuis 2014 car les procédures de deux des partenaires sont plus strictes.

Suivi et coordination du PGM :

Date des missions de suivi SolSoc	Participants	Date des ateliers de suivi pays	Participants
15/2 au 3/3	Sylvie Demeester	18/2 au 20/2 : élaboration du dispositif de suivi	SOLSOC, les interlocuteurs techniques (IT) et les directeurs des 4 partenaires, le
17/11 au 1/12	Sylvie Demeester Géraldine Georges	18/11 au 21/11 : remplissage des journaux intermédiaires	Président du PRODDDES et des représentants des partenaires limitrophes du CENADEPSOLSOC, les IT des 4 partenaires, le Président du PRODDDES et des représentants de partenaires limitrophes du CENADEP

Principales conclusions et recommandations

La CONAPAC et les Fédérations accompagnées dans le cadre du programme sont toutes reconnues dans leurs zones d'intervention pour leur travail de défense des intérêts de leurs membres. Elles ont acquis de la maturité et se sont renforcées institutionnellement. Toutefois, elles doivent être plus inclusives et favoriser leur ouverture à d'autres dynamiques paysannes pour être plus fortes, pour échanger et se renforcer mutuellement. D'une manière générale, leurs actions de plaidoyer doivent être plus soignées (meilleure circulation de l'information, ciblage plus spécifique, suivi et évaluation) et être directement en lien avec les priorités de la base. La mise en place d'un espace de concertation commun pour n'être qu'une voie ou parler de la même voie pourrait y contribuer.

Pour tous les partenaires la recommandation principale est de renforcer le travail de proximité dans l'accompagnement et le suivi des OP, IESS, MS et DAC, et de là, d'améliorer et de mieux suivre leur dispositif de suivi. Leurs méthodes de travail doivent aussi s'adapter, et ce, principalement pour les MS et les IESS dont les besoins sont très spécifiques.

Ce qu'est une entreprise d'économie sociale et solidaire doit être mieux compris par les responsables de leur suivi car toutes (31) présentent encore de grandes faiblesses et des dysfonctionnements majeurs. Aucune ne serait viable économiquement si ses membres devaient en vivre. Leurs textes doivent être adéquats avec leur objet dès leur mise en place. L'adoption de la boussole RDC par les partenaires et l'élaboration des échelles qui vont permettre de positionner les IESS aidera certainement à les faire évoluer.

Les nombreuses déclarations et manifestations montrent le potentiel de mobilisation des dynamiques de quartier et des organisations de base. Toutefois on constate que très souvent, elles sont dépendantes d'un financement. 2015 étant une année électorale, il est important de mettre en place une coordination pour harmoniser leurs implications dans les processus électoraux, développer les synergies et champs d'action et tenir compte des spécificités du public ciblé. Il faut prévoir des formations aux processus électoraux.

Le choix de la Coalition de la société civile pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique de suivre le dossier Inga III a été porteur puisque son action a conduit la BM à postposer la décision d'accorder son appui pour l'assistance technique au projet Inga III. Depuis, un représentant de la SC siège dans le comité de facilitation du projet Inga et dans le CA de l'Agence pour le Développement et la Promotion d'Inga.

Le volet « mutuelles de santé » du projet n'a presque pas évolué en 2014. Les difficultés rencontrées confirment que la mise en place des MS demande des compétences très spécifiques et très sectorielles. C'est pourquoi, une réflexion est en cours sur une éventuelle contractualisation avec une cellule d'appui spécialisée dans la mise en place et le suivi des MS.

Maintenant que le secrétariat permanent du PRODDDES est à nouveau opérationnel, il va se responsabiliser dans les actions et fonctions transversales du PGM, la compréhension des concepts (dont prioritairement l'ECOSOL), la conception d'outils d'animation, d'accompagnement et de suivi qui favorisent l'autonomie des OP, IESS, MS et DAC. L'évaluation des processus d'autonomisation et d'émancipation des acteurs du programme en cours (la mission s'est faite en RDC du 14/12/2014 au 4/1/2015) donnera des pistes pour mieux définir les relations de pouvoir et de dépendance entre eux.

Initier un système de formation continue pour les leaders des organisations pourrait être un axe à exploiter dans la suite du programme : préparer la relève, former plus de leaders renforçant l'autonomie des organisations.

g. OSS060 Guinée Bissau

Renforcement des capacités d'acteurs pour la construction d'un mouvement d'Économie Sociale et Solidaire en Guinée Bissau.

Nous sommes à la mi-novembre 2014 et sur les chemins qui nous conduisent entre les localités du Sud de la Guinée-Bissau. Il fait chaud et les marques des récentes pluies torrentielles sont bien visibles sur les routes : la verdure et l'abondance dans les champs, mais aussi la disparition complète des chemins en certains lieux.

Faire quelques dizaines de kilomètres devient un exercice fatigant, pénible même. Le grand nombre d'enfants semble montrer qu'il y a de l'espoir, ils crient « branco, branco » en me voyant à l'arrière de la voiture. Ils aiment les blancs me dis Manzinho, mon compagnon de voyage. Vers midi il fait très chaud et il faut se protéger du soleil brûlant, mais contre la chaleur rien à faire... « mais bientôt nous allons passer dans une partie de la route avec « l'air conditionné » me dis Manzinho. Comment ça ?, demandai je. Derrière ses lunettes de soleil, qu'il utilise en permanence pour cacher un problème dans l'œil qui ressemble à de la cataracte, je perçois le clin d'œil dans le sourire à peine perceptible sur ses lèvres. Et c'est



lorsque nous rentrons dans une partie où la forêt résiste encore que je comprends ce que Manzinho voulait dire, l'air est frais et agréable et c'est vraiment comme si nous étions rentrés dans une partie de la route avec de l'air conditionné. Manzinho dit qu'il souffre de voir que de plus en plus la forêt est déboisée, il me parle de la corruption de certains fonctionnaires, du manque de contrôle de l'État et de l'opportunisme de certains acteurs économiques. Manzinho est fatigué et il voulait arrêter son travail comme coordinateur de RADEL. Je lui demande pourquoi et il me répond que c'est trop de tensions, que les gens sont trop obnubilés par l'argent et qu'ils ont du mal à penser à plus long terme. Me voyant perdre un excellent leader, je l'encourage pour qu'il travaille d'abord à son remplacement par des jeunes motivés. Il me dit qu'il va essayer, mais qu'il voulait faire à nouveau ce qu'il faisait avant de prendre la coordination de RADEL à temps plein : vendre le poisson fraîchement pêché, un travail qu'il aime faire pour la liberté de mouvement qu'il donne et le contact avec les gens. Avant que notre conversation ne se termine, « l'air conditionné » est déconnecté, le tronçon de forêt primaire s'est terminé et nous sommes à nouveau dans la chaleur infernale.

Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2014 (groupes cibles)		
Personne de contact : Gilberto Ferreira da Costa Tel : 02/ 505 40 77 Email : gferreira@solsoc.be	AD ADIM PROCIVICUS/GB	PL1 : 2 réseaux, associations et coopératives des femmes productrices de l'économie sociale et solidaire PL2 : 3 réseaux, associations et coopératives de pêcheurs et agriculteurs PL3 : 2 réseaux d'associations d'habitants et de producteurs urbains et ruraux PL4 : Le réseau des partenaires PROCIVICUS/GB PL5 : 2 partenaires des projets pilotes d'AD et ADIM à São Domingos et dans les Bijagós PL6 : La table des partenaires de l'économie sociale et solidaire		
<p>Libellé de l'OSS060 : les partenaires du programme PROCIVICUS (AD, ADIM, UPCA-GNB, AVACOG, RADEL, UAC, RAMOB et CNCR) sont renforcés dans leurs capacités institutionnelles et techniques ainsi que dans leurs capacités relatives aux thématiques de l'économie sociale et solidaire, de la démocratie et de la souveraineté et sécurité alimentaires et sont ainsi davantage en mesure de réaliser leur mission d'accompagnement et de renforcement de leurs groupes cibles.</p>				
<p>Principaux résultats et analyses des changements 2014 et appréciation 😊, 😐, 😞</p>				
<p>PL1 : Les réseaux, les associations et les coopératives de femmes productrices de l'économie sociale et solidaire : Aussi bien pour AVACOG que pour APALCOF, le changement se manifeste dans la manière dont les activités permettent l'appropriation des contenus de l'économie sociale et solidaire. La vision n'est plus exclusivement axée sur la plus-value monétaire. Elle inclut maintenant la plus-value sociale et environnementale, et la valorisation de la production locale et des circuits courts. Cette perception n'est pour le moment partagée que par un petit groupe de personnes et doit encore être élargi.</p> <p>PL2 : Les réseaux, les associations et les coopératives de pêcheurs et d'agriculteurs : Le renforcement de la vision et de la maîtrise des principes de l'économie sociale et solidaire commence à donner des fruits. Des changements qualitatifs dans les actions entreprises montrent que les partenaires comprennent mieux la pertinence des fonds rotatifs solidaires comme vecteurs d'un modèle de développement plus autonome.</p> <p>PL3 : Les réseaux d'associations d'habitants et de producteurs urbains et ruraux : L'UPCA a dégagé des fonds avec Asas de Socorro pour achever la construction de deux poulaillers et le local pour la fabrique des rations. Cette construction a également été appuyée par des financements issus du programme PROCIVICUS/GB et par l'Ambassade d'Australie.</p> <p>PL4 : Le réseau PROCIVICUS : Les activités menées par PROCIVICUS en 2014 ont connu quelques succès. Une première initiative de plaidoyer a déjà été mise en place alors qu'elle n'était attendue qu'en 2015. Les recommandations pour 2015 sont de renforcer les actions et processus mis en place en 2014, notamment sur des aspects plus techniques afin d'atteindre les objectifs prévus en 2016..</p> <p>PL5 : Les partenaires des projets pilotes d'AD et ADIM à São Domingos et dans les Bijagós : (La dimension du partenaire limitrophe a été ajustée et précisée afin de mieux saisir les synergies souhaitées avec l'ensemble du programme.) Un projet de pharmacie vétérinaire a été mis en place par AD pour promouvoir le travail coopératif, la coordination des achats et la mutualisation des coûts de gestion. Le projet permet l'amélioration de la formation pour les éleveurs.</p> <p>PL6 : La Table des partenaires de l'économie sociale et solidaire : Les activités réalisées par les partenaires de la table de l'économie sociale et solidaire en 2014 ont permis d'échanger et de partager leurs pratiques de l'économie sociale et solidaire et de construire une vision commune. Des emplois ont été créés pour des jeunes et des femmes issus des communautés bénéficiaires du projet. Au-delà de la création d'entreprises, le projet a aussi permis d'en légaliser d'autres, donnant aux employés un statut plus stable.</p>				<p>😊</p> <p>😐</p> <p>😊</p> <p>😊</p> <p>😐</p> <p>😊</p>
Exécution budgétaire 2014	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	178.254,00	92.826,30	62.576,00	333.656,30
Réalisé	102.847,57	21.460,96	54.935,83	179.244,36
%	58	23	88	54%
<p>Commentaires : la relativement faible exécution du budget est due à l'arrivée tardive des fonds (fin du premier semestre), notamment à cause de l'indécision sur l'approbation du dossier ainsi qu'à la conjoncture politique du pays. En 2015 l'exécution sera renforcée avec le rythme normal de réalisation des activités et les transferts des fonds en</p>				

temps voulu.			
Suivi et coordination du PGM			
Date des missions de suivi SolSoc	Participants	Date des ateliers de suivi pays	Participants
19 - 25/01/2014 8 – 20/11/2014	G.Ferreira G. Ferreira	22-23/01/14 17-18/11/2014	AD, ADIM, PROCIVICUS/SP. PROCIVICUS/SP, AD, ADIM, UPCA, RAMOB, RADEL, UAC, CNCR, AVAGOG, APALCOF, RABASCA, IMI, ENGIM, Central Social ONG
Principales conclusions et recommandations			
<p>Le travail réalisé en 2014 est remarquable malgré les conditions difficiles qui ont présidé au démarrage du programme. Trois points doivent cependant faire l'objet d'attention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le respect des règles d'une bonne gestion administrative et financière, • l'intensité et la qualité de l'accompagnement et de l'appui aux acteurs de base pour l'élaboration, la mise en œuvre et la réussite des projets, • la recherche de fonds complémentaires à ceux du programme et la diversification de leurs sources et cela pour tous les partenaires limitrophes. <p>Pour bien gérer les fonds rotatifs solidaires, les responsables du programme entament un processus d'apprentissage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • apprentissage des expériences pilotes comme celles de la Table des partenaires de l'économie sociale et solidaire • apprentissage entre associations renforcé par des échanges sur les pratiques organisationnelles et notamment sur la gestion des fonds rotatifs solidaires • échanges sur la vision de l'économie sociale et solidaire portée par les acteurs au moment de concevoir et mettre en œuvre les activités. <p>Par une démarche dynamique, les Conseils Consultatifs Régionaux doivent s'affirmer face au Conseil Consultatif National (cf. exemple des partenaires de la Table de l'économie sociale et solidaire).</p> <p>Les responsables du suivi évaluation engagés après l'identification du programme doivent s'approprier la méthodologie ; et tous doivent améliorer leurs connaissances de la cartographie des incidences et en utiliser davantage les instruments de suivi.</p> <p>Pour les deux dernières années du programme, la priorité sera donnée aux actions qui fonctionnent bien. La contribution financière des partenaires limitrophes et la démonstration de la plus-value des expériences pilotes à São Domingos et dans les Bijagós pour le programme sont un préalable au financement des activités dans ces régions. Certains partenariats dans les Iles Bijagós et à São Domingos et même à Contuboeil seront remis en question si leur capacité d'assurer un suivi s'avérait insuffisante.</p> <p>Une mission institutionnelle de Solidarité Socialiste en 2015 devra revoir : a) l'architecture du programme et les ajustements nécessaires ; b) les relations institutionnelles et la pertinence de certains partenariats au sein de ce programme ; c) une révision générale des pratiques administratives et financières et un contrôle sur la réalisation de 2014</p>			

h. OSSO70 Maroc

Renforcement des capacités d'acteurs collectifs porteurs de changement social dans les domaines de l'économie sociale et solidaire et de la démocratie au Maroc.

Malika Mounafiâ

Membre de « l'Association de la Femme et de la Famille pour le Développement de Lissasfa ».

Participante au séminaire Ecosol de Casablanca (24 et 25 janvier 2015).

Question : Malika, l'expérience de votre association a fait une forte impression sur les participants au séminaire, pouvez-vous nous dire quelles impressions ou quelle évaluation vous faites du déroulement de cet atelier sur l'économie sociale organisé les 24 et 25 janvier dernier ?

Malika : *Pour moi et mon amie Souad, cet atelier a été l'occasion de rencontrer et d'échanger avec des associations déjà engagées dans l'économie sociale. Dans notre association, ce concept n'effleurait même pas nos pensées bien que pratiquement, nous étions dedans.*

La diversité des expériences exposées nous a permis d'avoir une idée du cheminement et des outils de chacun des projets des associations. Cela nous permet de comparer notre propre expérience et d'intégrer à notre pratique les points forts que nous découvrons chez les autres. En tout cas, cet atelier nous offre des pistes de réflexion sur le processus d'insertion de nos activités dans le cadre de l'Ecosol .

Ceci nous amène aussi à réfléchir sur la nature des rapports que nous devons avoir avec les autres associations. A ce sujet, j'ai été particulièrement frappée par la bravoure des femmes de la « Coopérative des Femmes de Casablanca Alchouada » qui, malgré les difficultés de travail dans un local situé au milieu d'un cimetière, maintiennent leur structure. Je réfléchis déjà à les soutenir : je peux les aider à avoir de petits marchés substantiels.

L'atelier était vraiment formidable. C'est très différent des autres formations auxquelles nous avons participé jusqu'à présent. C'est une autre méthodologie.

Question : Et si je vous demandais quelles sont vos attentes, les vôtres en particulier ?

Ma première attente est de nous réunir au moins une fois juste pour nous permettre de nous entendre, nous les associations, sur un agenda de travail. Je pense qu'il nous faut créer un réseau ou une coordination entre ces dix projets afin de construire un patrimoine collectif en termes de moyens, de compétences, de revendications communes, de recherche de marchés ... C'est, pour moi, la meilleure manière d'aborder l'économie sociale et solidaire.

Et puis, il nous faut un règlement interne intégrant des articles tels que « les bénéficiaires de nos activités doivent être considérées comme partenaires à part entière » et non comme de simples bénéficiaires de prestations. Nos projets doivent être voués à l'autonomisation totale et conduits par ces femmes dites « bénéficiaires ». Les associations doivent accompagner le projet et non le porter.

Nous pouvons aussi échanger entre nous nos surplus de matière première. Et plutôt que chaque association organise seule une exposition de ses produits, nous gagnerions à organiser des expositions collectives.

Notre association cherche un local. Dans notre quartier, le loyer est très cher. Les propriétaires exploitent la population venue des campagnes pour travailler dans la zone industrielle. Ils leur louent non pas à l'appartement, ni à la chambre, mais au lit (parfois le lit est loué à deux personnes différentes, une de nuit, l'autre durant la journée), à des prix exorbitants, et sans livrer de reçu de loyer. Pour eux, louer à une association est plutôt embarrassant. Si nous avions un local, nous aurions pris l'initiative d'inviter les associations à se réunir pour créer un cadre de travail.

Mercredi 9 février 2015



Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2014 (groupes cibles)
<p>Personne de contact: Veronique Wemaere Tel: 02/ 505 40 71 Email: vwemaere@solsoc.be</p>	<p>AFAQ, AJR EC en voie de formalisation: IFAAP (Institut de formation et d'appui des acteurs de proximité)</p>	<p>PL1: Les associations de quartier (38/47) PL2: Les dynamiques de quartier (6) PL3: Les partenaires AFAQ et AJR PL4: L'équipe de coordination (EC)</p>
<p>Libellé de l'OSSO70: Les capacités des partenaires et des groupes cibles (associations de quartiers, dynamiques de quartiers, réseau action femmes des associations des quartiers du grand Casablanca, réseau action jeunes des associations des quartiers de Casablanca et l'équipe de coordination) avec une attention particulière aux jeunes et aux femmes sont renforcées au plan politique, stratégique, méthodologique, technique, institutionnel et financier, dans les domaines de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de la démocratie.</p>		
<p>Principaux résultats et analyses des changements 2014 et appréciation 😊, 😐, 😞</p>		
<p><u>PL1:</u> 38 associations développent une vision collective de leur quartier autour des axes de la démocratie et de l'économie sociale et solidaire. Elles se sont réparti les tâches (interventions) en fonction de leurs champs d'action respectifs et ont identifié leurs alliés. 11 associations de femmes porteuses de projets économiques ont documenté leurs expériences mais n'ont pas encore bénéficié d'appui formalisé par les dynamiques. Toutefois, elles se profilent comme nouvelle dynamique de recherche/action dans le domaine de l'ESS du PGM.</p>		<p>😊</p>
<p><u>PL2:</u> Au niveau de 6 quartiers, les dynamiques (Mohammedia, Bernoussi, Hay Mohammedi, Ain Sebaa, Hay Adil, Ben Msik) ont coordonné et animé un processus de concertation et d'appropriation des thématiques du programme avec les associations membres et d'autres associations concernées par les thématiques. Elles accompagnent le montage des projets de quartier en veillant à préserver une bonne complémentarité entre les rôles des associations ainsi que leur autonomie. Les premières pratiques intéressantes (4) au sein des associations ont été identifiées et quelques actions de plaidoyer (3) ont été menées à partir des revendications des associations. Chaque dynamique a élaboré son plan d'interpellation et d'influence coordonné au niveau régional en prévision de la campagne des prochaines élections communales.</p>		<p>😊</p>
<p><u>PL3:</u> AFAQ et AJR s'ouvrent de plus en plus vers les partenaires stratégiques ou dynamiques externes au programme. Elles ont participé et/ou organisé avec les organisations locales et dynamiques des débats et rencontres aux différents niveaux en y associant les pouvoirs publics. Elles y ont porté des revendications sur des sujets parfois sensibles à partir de l'élaboration collective de revendications. AFAQ et AJR ont initié et/ou se sont inscrits dans 5 cadres de travail. Le cadre de travail ESS, initié par AFAQ à partir d'expériences identifiées localement (11) intéresse des experts dans le domaine et d'autres acteurs de la Société Civile et publiques et est relayé par les autres partenaires. Le suivi de la politique publique « genre et jeunesse » a fortement mobilisé les partenaires et surtout AJR qui s'est concerté avec des organisations de jeunes au niveau régional et national et a entamé avec les partenaires un processus de construction de cadre de travail. Un cadre de travail spécifique aux jeunes artistes alternatifs débouche sur des revendications concernant l'accès aux espaces socio-culturels et publics. AFAQ est de mieux en mieux reconnue par les autres associations féminines avec qui elle se mobilise dans le cadre du plaidoyer sur l'art. 19 de la constitution. Son expertise est le travail de proximité auprès des associations de femmes dans les quartiers sur les questions sociales et économiques. Elle participe au processus d'observation national de la conformité des législations nationales dans le domaine économique et social avec les réglementations internationales.</p>		<p>😊</p>
<p><u>PL4:</u> L'équipe de coordination s'est transformée en une association autonome d'appui même si elle n'a pas encore obtenu son récépissé. Elle a élaboré un plan de renforcement des capacités techniques et méthodologiques des partenaires et a coordonné la mise en place du nouveau dispositif de suivi. Elle a relayé l'information (actualités du contexte et dynamique associative, appels à projet, ...) vers les dynamiques et les partenaires en fonction de leurs champs d'action respectifs. Elle a coordonné le programme en associant les partenaires associés (réunions de l'équipe élargie et tripartite) et en privilégiant une stratégie de renforcement des compétences collectives et de mutualisation des apprentissages. Cette stratégie a favorisé une bonne collaboration entre les partenaires, les a responsabilisés dans leurs activités respectives et garantit la cohérence du programme. Un bémol cependant, les dynamiques ne sont pas encore associées au pilotage du programme et le travail des</p>		<p>😊</p>

associations et des partenaires n'est pas encore suffisamment harmonisé.				
Exécution budgétaire 2014	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	104.680,00	145.001,30	100.375,00	350.056,30
Réalisé		41.383,97	78.659,43	120.043,40
%		29	78	34
<p>Commentaires: Les plans d'action et projets des associations n'ont pas été financés en 2014, d'une part parce que le montage des projets de quartier n'était pas achevé, ni toutes les procédures de gestion et de suivi entre dynamiques et associations, suffisamment clarifiées et validées. D'autre part, et surtout en ce qui concerne les expériences en ESS, l'option a été de concentrer l'appui financier sur les 2 dernières années plutôt que sur trois ans. L'appui à ces projets requiert des fonds suffisants (notamment pour les investissements) et continus. Enfin, le programme a prévu des activités (atelier régionaux, etc..) début janvier 2015 qui feront l'objet de dépenses plus conséquentes.</p>				
Suivi et coordination du PGM				
Date des missions de suivi SolSoc	Participants	Date des ateliers de suivi pays	Participants	
Du 23/02 au 03 /03/ 2014 Du 04 /06 au 08 /06/2014	Veronique Wemaere Veronique Wemaere	Elaboration du dispositif de suivi Du 28 / 02 au 02 /03/ 2014 Du 04/06 au 08 /06/2014 Atelier de remplissage des journaux intermédiaires Du 27/10 au 30/10/2014	Solsoc, AJR, AFAQ, EC et dynamiques (Comité Tripartite et CCE) Solsoc, AJR, AFAQ, EC (Comité Tripartite) CCE	
Principales conclusions 2014 et recommandations				
<p>Malgré une sous-utilisation des budgets en 2014, le programme a fait l'objet d'un taux d'activités appréciable qui a permis d'atteindre les résultats de manière satisfaisante.</p> <p>Les partenaires associés ont initié avec les dynamiques et associations un processus de mise en place de cadres de travail en lien avec les thématiques (ESS, DES, politiques publiques « genre et jeunesse », ...) à l'échelle régionale au travers d'espaces d'échanges avec des partenaires stratégiques dont certains nouveaux. Chaque cadre de travail se fixera des objectifs et des stratégies d'intervention à mettre en œuvre en lien avec sa thématique. Ces cadres devront adapter leurs objectifs et leurs stratégies au fur et à mesure de leur ouverture à d'autres organisations et dynamiques. L'approche et le cadre de travail de l'ESS suscitent de l'intérêt en interne (dynamiques et associations) et auprès des acteurs politiques, associatifs, experts etc... et sa particularité (expériences économiques et sociales concrètes des associations de quartiers populaires urbains) impose de revoir les stratégies d'accompagnement du programme pour cet axe.</p> <p>Les dynamiques, restées trop en marge du programme en 2014, seront systématiquement associées dans le suivi de la mise en œuvre du programme et des décisions quant aux orientations (activation du comité de pilotage). Elles se renforceront pour acquérir les capacités de capitaliser et de systématiser les bonnes pratiques au sein des organisations. Dès le premier trimestre de 2015, les plans d'action et projets avancés de quartier bénéficieront d'accompagnement et de financement pour leur mise en œuvre. Les stratégies de tous les partenaires du programme tiendront compte des moments forts de l'année 2015: les élections communales (septembre 2015), la 2ième édition du forum des associations de quartier populaire de Casablanca, le Forum social de Tunis, le séminaire ESS FADOC international en mai. Les partenaires associés se concentreront aussi sur les stratégies qui viabiliseront leurs structures pour poursuivre et amplifier leurs missions.</p>				

i. OSS080 Palestine

Renforcement des capacités des jeunes pour la création d'un mouvement social qui défend l'égalité, la liberté, les droits humains et la justice sociale, politique et économique en Palestine.



La semaine du 22 au 27 septembre, les partenaires du programme ont organisé une « semaine du drapeau » en Cisjordanie et à Gaza. Ils ont invité l'ensemble de la communauté palestinienne, mais aussi, à travers les réseaux sociaux, la communauté du web, à hisser le drapeau palestinien en soutien à la cause palestinienne, à l'unité du peuple palestinien et à sa volonté de défendre ses droits nationaux. Le drapeau constitue tout un symbole : il évoque la résistance, l'histoire, l'espoir, la douleur et l'ambition ultime des Palestiniens – vivre libre et dans la dignité.

En organisant des distributions de drapeaux dans diverses localités, des actions d'expression artistique, ainsi que des cérémonies pour hisser le drapeau dans les écoles, sur les sommets des villes et villages palestiniens et dans les ruines de Shujaiyeh à Gaza, plusieurs centaines de jeunes, appuyés par des milliers d'internautes, ont dépassé leurs différences sociales et politiques pour afficher une réalité qu'ils souhaiteraient voir se généraliser : celle d'une Palestine unie !

Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2014 (groupes cibles)		
<p>Personne de contact: François Sarramagnan Tel: 02/ 505 40 87 Email: fsarramagnan@solsoc.be</p>	<p>MA'AN PAC BISAN</p>	<p><u>PL1</u> : 4 syndicats nationaux (PTUF, PGFTU, GUPW et GFITUP) <u>PL2</u> : 17 clubs de jeunes <u>PL3</u> : étudiants de 6 universités (Birzeit, An Najah - Naplouse, Kadoorie et American University - Tulkarem, Al Qods Open University et Bethléem) <u>PL4</u> : 9 comités populaires (Qaryout, Al Kusra, Tulkarem, Salfit, Salem, Ma'adame, Dier Isteeya, Burin et Beit Furik) <u>PL5</u> : 4 municipalités (Qaryout, Bil'in, Naplouse, Saffa et Arraba) ainsi que le Haut Conseil de la Jeunesse et des Sports. <u>PL6</u> : Les partenaires associés Bisani, PAC et MA'AN</p>		
<p>Libellé de l'OSS080: Les membres des organisations partenaires du programme (syndicats indépendants, clubs et groupes de jeunes, étudiants et comités populaires), en particulier les jeunes femmes, renforcent leur capacité à contribuer à la création d'un mouvement social de jeunes, démocratique, efficace, sans affiliation politique partisane et comprenant de larges secteurs de la société, qui est en condition d'influencer activement la définition des politiques vers plus d'égalité, de liberté, de respect des droits humains et de justice sociale, politique et économique.</p>				
Principaux résultats et analyses des changements 2014				Appréciation
<p><u>PL1</u> : un embryon de collaboration s'est développé entre les groupes de jeunes et syndicats. Organisation d'une activité conjointes et familiarisation au travail respectif des différentes organisations.</p>				😊
<p><u>PL2</u> : bonne intégration des pratiques de travail en réseau. Démarrage d'une réflexion sur les questions socio-économiques, intégration de revendications dans les plans des OCB, mais absence encore notable de femmes leaders.</p>				😐
<p><u>PL3</u> : excellent accueil du programme par les étudiants. Participation à des activités du FADOC, intégration de certains d'entre eux dans les OCB de jeunes, mais encore aucune implication active dans la mise en place de campagnes.</p>				😊
<p><u>PL4</u> : participation des comités populaires à certaines activités de réseautage du programme et présence de leaders des OCB dans 4 comités de coordination des comités populaires.</p>				😊
<p><u>PL5</u> : soutien à l'organisation de certaines des activités des jeunes, invitation à des réunions des conseils municipaux et début de collaboration avec le Haut Conseil de la Jeunesse et des Sports, mais encore aucune dynamique de reddition de compte.</p>				😊
<p><u>PL6</u> : pas encore de réalisation d'études de cas et de mobilisation de financements complémentaires, mais début de capitalisation de certaines expériences et appropriation progressive de la méthodologie de la cartographie des incidences.</p>				😐
Exécution budgétaire 2014	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	127.225,00	119.809,30	171.275,00	418.309,30
Réalisé	87.023,24	88.731,17	142.976,28	318.730,69
%	68	74	83	76
<p>Commentaires: exécution budgétaire relativement moyenne due au transfert tardif de la première tranche de la DGD et à la guerre de Gaza en juillet-août qui a mis un coup d'arrêt aux activités du programme.</p>				
Suivi et coordination du PGM				
Date des missions de suivi SolSoc	Participants	Date des ateliers de suivi pays	Participants	
28/02 – 08/03	François Sarramagnan	27 septembre : atelier intermédiaire	5 agents de terrain (3 BISAN, 2 de PAC), le responsable suivi-évaluation de Cisjordanie (MA'AN), ainsi que la coordinatrice générale du programme (MA'AN).	

16/11 – 20/11	François Sarramagnan		
Principales conclusions et recommandations			
<ul style="list-style-type: none"> - Adaptation et relocalisation du résultat 1 et des stratégies qui y sont associées. - Bonne dynamique de réseautage, changement de la culture des organisations. - Contact qualitatif établi avec les municipalités et les décideurs nationaux. - Maintien de la plupart des stratégies déjà élaborées et ajout / adaptation de certaines d'entre elles avec notamment, la mise en place d'un comité national qui rassemble les jeunes de Cisjordanie et de Gaza, le renforcement des rencontres avec les comités populaires, la mise en place de comités « média » dans les OCB et l'élaboration prévue d'un manifeste du mouvement. 			

j. OSS090 Sénégal

Renforcement des capacités d'acteurs de l'économie sociale et solidaire et de la protection sociale pour le développement d'une couverture maladie universelle effective et d'une agriculture familiale durable au Sénégal.



Le 22 octobre, la FONGS, ses 32 associations membres et les fédérations du CNCR ont simultanément organisé des mobilisations pour la célébration de l'année internationale de l'agriculture familiale dans les 44 départements du Sénégal. A cette occasion, des communicateurs, préalablement sélectionnés et formés, ont présenté les résultats du suivi de 2000 exploitations familiales, les propositions du mouvement paysan sur le foncier, de même que la position de ce dernier par rapport aux APE.

Grâce à une forte mobilisation des populations, ainsi qu'à une couverture médiatique significative, cet événement a eu un grand retentissement à l'échelle nationale ! Enrichi par des spectacles culturels et la présentation de spécialités culinaires locales valorisant les territoires, il a permis de sensibiliser tout à la fois les autorités administratives décentralisées, des élus locaux, des services techniques et des partenaires techniques et financiers. Un travail qui permettra sans nul doute de mobiliser l'appui de ces acteurs dans les prochaines années !

Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2014 (groupes cibles)		
Personne de contact: François Sarramagnan Tel: 02/ 505 40 87 Email: fsarramagnan@solsoc.be	APROFES GREEN FONGS Oyofal Paj	<p><u>PL1</u> : 15 structures associatives, dont 6 associations paysannes, 6 réseaux de femmes transformation/commercialisation, 2 GIE et une centrale d'achat</p> <p><u>PL2</u> : 6 mutuelles de santé (Taïba Niassène, Dara Mboss, Lamingué, Gniby, Kahône, Kaolack)</p> <p><u>PL3</u> : 1 MEC régionale (ARAF) et 2 guichets de la MEC Teranga (Gagnick et Thikho Thioffor).</p> <p><u>PL4</u>: élus locaux, responsables et décideurs départementaux, régionaux et nationaux.</p> <p><u>PL5</u>: les 4 partenaires associés du programme.</p>		
Libellé de l'OSS080: Les groupes cibles et les partenaires du programme (structures associatives, mutuelles de santé à base communautaire, mutuelles d'épargne et de crédit), et plus particulièrement les femmes et les jeunes qui les composent, renforcent leurs capacités sur le plan institutionnel, organisationnel, financier et politique dans le domaine de la protection sociale et de l'économie sociale et solidaire en tenant compte du respect de l'environnement et d'une gestion durable des ressources naturelles.				
Principaux résultats et analyses des changements 2014				Appréciation
<p>PL1 : progrès significatifs en matière de productivité et de maîtrise des chaînes de valeurs. Collaborations nombreuses avec des services techniques, tenue régulière des CA et renouvellement des instances. Transparence dans la planification et le partage d'informations, mais absence de proposition adoptée par des plateformes/réseaux nationaux.</p> <p>PL2 : améliorations en matière de gestion, soutien moral et financier des pouvoirs publics aux niveaux local et national, intégration des préoccupations des mutuelles de santé dans les PTA des districts sanitaires et de la région médicale, mais pas d'accompagnement dans la création de nouvelles mutuelles en 2014.</p> <p>PL3 : ouverture de deux guichets mobiles dans les zones d'intervention d'Oyofal Paj et APROFES, création de 60 caisses locales d'épargne et de crédit pour les réseaux de Kaolack, reprise des activités d'une MEC de Fatick avec amélioration de l'accès à ses services pour les PL. Tenue régulière des réunions d'instances pour l'ensemble de ces initiatives.</p> <p>PL4 : plus grande considération de la part des décideurs vis-à-vis de l'ensemble des partenaires et de leurs préoccupations. Elaboration d'un projet de loi sur la CMU, dossiers d'agrément des mutuelles de santé désormais centralisés au niveau des unions régionales avant d'être transféré vers la CACMU et octroi de subventions publiques. GREEN est maintenant partie intégrante du Conseil Economique Social et Environnemental. Le CONGAD et le CNCR sont désormais intégrés à la commission sur la réforme foncière.</p> <p>PL5 : installation et formation pour l'utilisation d'un programme comptable chez les 4 partenaires associés, production de nouveaux manuels de procédures (4 partenaires) et plans stratégiques (tous sauf Oyofal Paj), travail conjoint de l'APROFES et Oyofal pour le couplage des mutuelles de santé et des réseaux de femmes à la mutuelle d'épargne et de crédit Teranga, mais pas encore de capitalisation.</p>				
Exécution budgétaire 2014	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	117.513,00	149.221,00	99.117,00	365.851,00
Réalisé	134.967,19	48.116,58	96.819,53	279.903,30
%	115	32	98	77
Commentaires: exécution partielle en partie due au premier transfert tardif de la DGD et de l'organisation des élections locales en juin.				
Suivi et coordination du PGM				
Date des missions de suivi SolSoc	Participants	Date des ateliers de suivi pays	Participants	
Du 25/05 au 05/06	François Sarramagnan	23 et 24/09	Atelier « test » avec le comité de pilotage du PGM et les PL de la FONGS	

Du 11 au 22/10	François Sarramagnan	23 et 24/10	Comité de pilotage et François Sarramagnan
Principales conclusions et recommandations			
<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du fonctionnement institutionnel et organisationnel des partenaires associés et limitrophes et intégration dans des espaces de concertation avec l'État et les autorités décentralisées. - Augmentation de la productivité des structures associatives, du taux d'adhésion aux mutuelles de santé et du soutien dont elles bénéficient des pouvoirs publics. - Création de deux guichets de MEC et relance d'une autre MEC dans les régions de Kaolack et Kaffrine. - Maintien de la plupart des stratégies déjà élaborées et ajout / renforcement de certaines d'entre elles avec notamment le démarrage d'un processus de capitalisation, le renforcement des échanges entre PL, l'organisation d'un événement d'envergure sur une des thématiques du programme, mais aussi, l'application effective des nouveaux manuels de procédures et règlements intérieurs des partenaires associés. 			

k. OSS100 Programme international

Renforcement des échanges, des collaborations et des synergies au niveau international en vue d'améliorer les compétences et les capacités de plaidoyer des partenaires associés et limitrophes.



1^{er} ateliers « ECOSOL » organisé par Solidarité Socialiste et les partenaires du Burundi au Burundi (à Ngozi du 20 au 25/10/2014). Au total, 35 participants du Burundi, de Guinée Bissau, du Burkina Faso, de RD du Congo et de Belgique ont construit collectivement une boussole de l'Ecosol (guide des principes communs de l'ESS, sur base desquels ils ont concrétisé une vision consensuelle de l'ESS).

Contact SolSoc	Partenaires associées et limitrophes 2014			
Personne de contact: Veronique Wemaere Tel: 02/ 505 40 71 Email: vwemaere@solloc.be	25 partenaires du Burkina Faso, Burundi, Colombie, RD Congo, Guinée Bissau, Maroc, Palestine, Sénégal et Belgique.			
Libellé de l'OSSO100: Les partenaires associés et limitrophes du programme ont renforcé leurs pratiques d'échanges et de synergies au plan international et ainsi leurs compétences et leurs capacités de plaidoyer.				
Principaux résultats et analyses des changements 2014 et appréciation, 😊, 😞, 😐				
R1 : Atelier ECOSOL : les partenaires de RD du Congo, du Burundi, du Burkina Faso, de Guinée Bissau comprennent mieux les principes de l'ECOSOL et les partagent. Ils ont construit des outils d'analyse et d'accompagnement des initiatives d'ECOSOL. Certains partenaires se sont appuyés sur les outputs du séminaire qui s'est déroulé au Burundi pour développer leurs propres outils.				😊
R2 : Missions internationales : les partenaires burundais ont renforcé leur crédibilité sur la protection sociale auprès des autorités locales. Le résultat devrait être élargi aux autres thématiques de plaidoyer du programme				😊
R3 : Les évaluations externes: Le processus d'évaluation centré sur la question de l'autonomie des acteurs du programme a démarré et est piloté par le CODAC. Une des trois évaluations prospectives a été réalisée en Colombie, du 17 au 27 novembre 2014.				😊
R4 : Cartographie des incidences (CI) : La CI favorise l'expression de tous les acteurs concernés qui s'approprient d'autant mieux le programme. Elle s'inscrit bien dans la démarche de l'éducation populaire. Les partenaires, associés et limitrophes, sont en capacité d'analyser collectivement les changements et d'adapter les stratégies. Certains ont commencé à utiliser la méthode dans le cadre de leurs propres interventions.				😊
R5 : Forums sociaux : En participant aux FS (Forum mondial des droits de l'Homme (FMDH) au Maroc, et Forum social africain (FSA) au Sénégal, les partenaires ont amélioré leur expertise sur les différentes thématiques (droits humains, accès et accaparement des terres) du programme et sont davantage en mesure de créer des alliances dans leurs actions de plaidoyer. Le processus de préparation du Forum Social Mondial de Tunis (mars 2015) a suscité un intérêt des partenaires Sud et aussi des partenaires Nord (FGTB, UNMS, MasMut, ...) ainsi que d'autres acteurs stratégiques (RTES, Autre Terre et CETRI, SAW-B et AIM) pour renforcer la dynamique internationale autour des thématiques de l'ECOSOL, de la protection sociale et de la jeunesse à travers le réseau.				😊
R6 : Analyses Contextuelles Communes: Le processus est en cours et l'essentiel du travail sera concentré sur les six premiers mois de l'année 2015. SolSoc s'est inscrit dans la dynamique de la coalition « Travail décent » avec les syndicats, les mutuelles et d'autres ONG (FOS, WSM et Oxfam) pour l'élaboration de l'ACC thématique Travail Décent en prenant le lead de l'ACC TD Afrique de l'Ouest, du Nord et de la Palestine. SolSoc participe aussi aux ACC « pays » préférentiellement au travers de ses partenaires dont elle défend la participation active ainsi que celles des autres acteurs locaux pertinents dans l'élaboration des ACC qui les concernent.				😊
Exécution budgétaire 2014	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé		163.632,00	13.275,00	176.907,00
Réalisé		37.197,72	7.956,00	45.153,72
%		23	60	26
Commentaires: Le budget OSS 100 a été utilisé pour atteindre uniquement l'objectif spécifique visant le renforcement du réseau des partenaires. Il a ses propres tableaux financiers (modèles 7). Mais à la demande de la DGD, le budget et les dépenses ont été éclatés à part égale sur les 9 autres objectifs spécifiques « pays ». Le faible taux des dépenses de 2014 ne reflète pas le taux d'activités. Un énorme travail de préparation des activités de 2015 a été exécuté et c'est la tenue des ateliers de 2015 qui absorbera la plus grande part du budget prévu. Le budget prévu pour le résultat 6 (ACC) ne sera pas entièrement absorbé.				

Suivi et coordination du PGM			
Date des réunions du Comité d'accompagnement du programme (CODAC) en 2014	Participants	Date des réunions et ateliers de suivi en 2014 (GT PGM)	Participants
4 réunions plénières (le 19/03, le 05/05, le 29/09, le 01/12) 5 réunions pour chacun des 3 groupes de travail (GT ECOSOL, GT Evaluation /Autonomie, GT Evaluation /Com&plaidoyer)	Equipe PGM et experts Equipe PGM et experts répartis sur les 3 GT	4 GT PGM (19/03, 05/05 29/09, 1/12) Le GT PGM est l'espace de suivi du PGM. Il a mis systématiquement un point à l'ordre du jour de ces 4 réunions sur l'OSS100 et le suivi de la méthodologie de la cartographie des incidences et du CODAC	Equipe PGM (Volet Nord et Sud)
Principales conclusions et recommandations			
<p>Les premiers résultats de 2014 confirment la pertinence de la stratégie de l'OSS100. Elle a été adaptée pour tenir compte des recommandations émises par les partenaires, et des évaluations en interne lors du précédent programme : renforcement de la capitalisation et de la diffusion des apprentissages et de recommandations des évaluations dans le réseau des partenaires et en dehors, du plaidoyer commun, en capacités méthodologiques (Cartographie des incidences).</p> <p>La synthèse des 3 boussoles « ECOSOL » élaborées lors des 3 ateliers (2 en 2015) avec un ensemble de marqueurs permettant à chaque acteur de se situer sera mise en discussion avec les partenaires lors de la rencontre internationale des partenaires du programme (octobre 2015 en Belgique). Elle alimentera l'élaboration du prochain programme 2017-2021.</p> <p>Une synthèse des questions soulevées lors des 3 missions d'évaluation externe (1 en 2015) sur l'autonomie des acteurs du programme sera discutée lors de la rencontre internationale des partenaires.</p> <p>Une méthodologie pour diffuser et faciliter l'appropriation de ces recommandations par les partenaires du programme sera testée en Palestine fin 2015 avec les partenaires palestiniens.</p> <p>Les missions de suivi continueront à être mises à profit pour approfondir la maîtrise de la cartographie des incidences avec un suivi général lors des GT programme. Lors de la rencontre internationale des partenaires, des échanges de pratiques et un bilan collectif de l'utilisation de la CI renforceront les partenaires dans leurs capacités à assurer le suivi et l'évaluation de leurs programmes respectifs.</p> <p>Le Forum social de Tunis sera au cœur de la dynamique des forums sociaux en 2015. Il réunira une représentation significative des partenaires Nord et Sud de SolSoc ainsi que d'autres acteurs pertinents. Il est prévu d'y organiser un atelier sur l'ECOSOL dans la foulée des autres séminaires ECOSOL avec de nouveaux partenaires stratégiques, dont le Réseau Tunisien de l'Economie Sociale et Solidaire (RTES). Le FS mondial de Tunis sera mis à profit pour associer directement des acteurs clés locaux aux analyses contextuelles communes de la coalition Travail Décent. SolSoc chargée de coordonner l'élaboration et la finalisation de l'ACC travail décent Afrique de l'Ouest, du Nord et de Palestine, participe aux autres ACC régionaux travail décent et aux ACC pays dans la mesure du possible à travers ses partenaires.</p>			

4. Les mandats de SolSoc en 2014

CNCD :

AG : Thibaut Michot
CA : Thibaut Michot
Bureau : Thibaut Michot
Com Fin : Thibaut Michot
Com Pol : Pascale Bodinaux
Cotonou : Pascale Bodinaux
CPP : Gilberto Ferreira
Plate Forme Amérique Latine : Gladys Cifuentes
Plate Forme Afrique Centrale : Sylvie Demeester
BE Gender: Gladys Cifuentes
Coalition Travail décent : Perrine Crevecoeur
PF Protection Sociale : Perrine Crevecoeur
PF Made in Illegality : François Sarramagnan
LED : Aurore Schreiber
Commission Cohérence des politiques : Pascale Bodinaux
Comité Liaison ACC : Veronique Wemaere

ACODEV :

AG : Thibaut Michot/ Veronique Wemaere
CA : Thibaut Michot/ Veronique Wemaere

FEONG :

AG : Alexandra Noël
CA : Alexandra Noël

CWBCI : Thibaut Michot

TRP : Comité d'appui : François Sarramagnan

ABP : François Sarramagnan

PF DEXIA : François Sarramagnan

EURAC : AG : Sylvie Demeester

Alliance AGRICONGO : Sylvie Demeester

MASMUT :

Comité Pilotage : Veronique Wemaere
PF MASMUT : Perrine Crevecoeur/ Sylvie Demeester/

SOLIDAR :

AG : Pascale Bodinaux
GT Protection sociale : Perrine Crevecoeur

ACH'ACT : Perrine Crevecoeur

Coordination belge pour la Colombie : Gladys Cifuentes

OIDHACO : Gladys Cifuentes

« **Le réseau** » : Thibaut Michot/Pascale Bodinaux/ Veronique Wemaere

Commissions IEV/RELEX : Pascale Bodinaux

CASSIOPEA : Saïfe Kayal

SETM : Veronique Wemaere

PF ACNG Travail Décent : Veronique Wemaere/ Gilberto Ferreira

Le Monde Selon les Femmes : CA : Perrine Crevecoeur

CETRI : CA : Pascale Bodinaux

5. La communication de Solsoc

a. Publications

Solidarité Socialiste édite un bimestriel d'information, Alter Egaux, destiné à ses donateurs et sympathisants. En 2014, cinq numéros d'Alter Egaux ont été publiés. Ils ont été diffusés par voie postale à 1.500 exemplaires en moyenne. Ils ont également été distribués à l'occasion d'événements auxquels Solidarité Socialiste a participé.

Fin juin, le Rapport d'activité 2013 a été envoyé sous un format hors-série de l'Alter Egaux. Il se présentait sous la forme d'un numéro A4 de 24 pages.

- N°63 janvier –février - mars : Tanguy Cornu, co-président d'HORVAL – Entre violence et espoir ! Violences sexuelles et enfants nés des viols à l'Est du Congo
- N°64 avril – mai - juin : Stéphane Gilon, président de l'USC de Flémalle - Au Burkina, les femmes ont la frite
- N°65 juillet – août – septembre : Carmen Castellano, Secrétaire Générale des FPS – Fête des solidarités à Namur – Numéro Spécial 11.11.11.
- N°66 octobre – novembre – décembre : Notre première antenne locale est née dans la cité des Aclots – Coopératives paysannes au Burundi

b. Le Croco

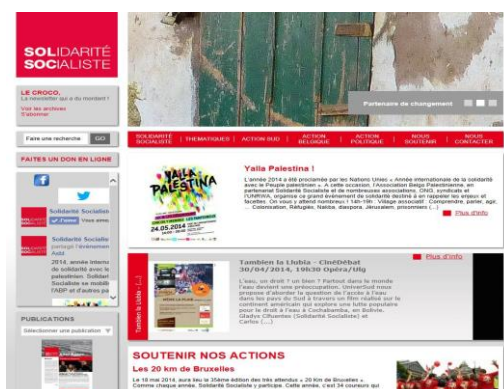
10 numéros de la newsletter électronique de SolSoc ont été réalisés de janvier à décembre 2014, diffusés vers environ 2500 destinataires.

Le travail sur notre Banque de données, notre moteur et nos listes d'envoi se poursuit de manière continue.

Le propos du Croco n'est pas de promouvoir SolSoc (rôle d'Alter Egaux et des brochures de présentation), mais bien de relayer vers un public de mandataires politiques, associatifs, et de sympathisants de l'information autour des enjeux Nord Sud et de la mondialisation. Nous diffusons également des infos produites par nos partenaires Nord (MUT, FGTB, FPS, plates-formes d'ONG) ou par les mandataires PS (travail parlementaire). Les contenus du Croco (<http://croco.solsoc.be/>) se focalisent sur les thèmes et les priorités du Programme. Les invités, souvent des représentants d'organisations partenaires, expriment des points de vue autour de ces mêmes préoccupations. En sus, Solidarité Socialiste en 2013 a également diffusé 16 communiqués de presse relayés sur notre site et page Facebook : *STOP aux relations économiques de la Belgique avec les colonies israéliennes !* (21/02/2014), *A l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, lancement du web-documentaire : "Entre violences et espoir - Femmes du Kivu"*(8/3/2014), *Après le 25 mai, quelles politiques socialistes pour la solidarité internationale ?* (mars – avril 2014), *Parce que la Coupe du Monde, ce n'est pas que du foot...*(24/5/2014), *Kidnapping des jeunes colons israéliens : opération de sauvetage ou punition collective ?* (23/6/2014), *Condamnation de l'attaque israélienne sur la Bande de Gaza* (14/7/2014), *Urgence Gaza* (7/8/2014), *Solidarité Socialiste à la Fête des Solidarités* (27/8/2014), *Gaza : Un crime contre l'humanité ?* (3/9/2014), *Arrestation du Directeur de BISAN, partenaire de Solidarité Socialiste en Palestine !*(15/9/2014), *Conclusions de la session extraordinaire du tribunal Russell sur la Palestine consacrée à Gaza* (26/9/2014), *Suites de l'arrestation du Directeur de BISAN et détention administrative en Palestine* (30/9/2014), *Signez la pétition pour exiger la libération d'Itiraf Remawi !*(13/10/2014), *Burkina Faso : Solidarité Socialiste appelle au dialogue et au respect de la demande de la population d'une véritable alternance démocratique civile* (3/11/2014), *Itiraf Rimawi, toujours détenu par les autorités israéliennes* (20/11/2014), *Reconnaître la Palestine maintenant !* (1/12/2014).



c. Le site : www.solsoc.be



Outre une présentation de Solidarité Socialiste, le site présente les actions réalisées au Nord et au Sud, ainsi que les partenaires concernés. Une carte interactive permet une recherche par zone géographique.

Le site comprend un espace dédié 'A la Une', ainsi qu'un second espace consacré aux actualités qui prend la forme d'un « accordéon » animé. Le site est régulièrement mis à jour en fonction de l'actualité générale, de Solidarité Socialiste et de ses partenaires.

Il permet de consulter les Alter Egaux (depuis le premier numéro, janvier-février 2003) en format PDF, ainsi que les numéros des Crocos (depuis avril 2006) et les communiqués

de presse (depuis 2012). Il dispose également d'entrées vers le don en ligne, vers un espace 'donateurs' et 'legs', et offre la possibilité de consulter des documents (hors-séries de la revue Politique, dossiers thématiques, études de cas, rapport annuel, outils de sensibilisation et/ou d'éducation, ...).

d. Web-documentaire

En 2014, Solidarité Socialiste a réalisé un web-documentaire « Entre violence et espoir – Femmes du Kivu », portant sur une réalité très dure, celle des femmes victimes de violences sexuelles perpétrées par les forces armées à l'Est du Congo, mères d'enfants nés de viols. Cet outil a été réalisé en collaboration avec l'Atelier Graphoui, l'association Diobass (RDC), organisation partenaire au Sud Kivu, et les Femmes Prévoyantes Socialistes.



Le format web-documentaire a été choisi pour sa facilité de diffusion. Il est accompagné d'une exposition de photos de Johanna de Tessières, tirées du web-documentaire.

L'outil a été lancé le 8 mars au Caravan'Sérail (Bruxelles), puis a été diffusé à la Freeclinic (Ixelles), lors des interpellations politiques de Solsoc (à Bruxelles et Namur - mars et avril), au PS (Bruxelles - le 5 mai), lors de la Fête des Solidarités (août), à l'Espace Toots avec les FPS d'Evere (novembre), dans le Hall de l'Union des Mutualités Socialiste (novembre) et par les FPS Centre et Soignies (décembre).

6. La mobilisation et la récolte de fonds

Mobiliser un réseau de donateurs privés et institutionnels reste un défi crucial pour SolSoc. En 2014, 994.090,94 € devaient être et ont été réunis pour le cofinancement des programmes et autres projets hors Programme DGD. Il reste cependant essentiel de renforcer les fonds propres de l'organisation de façon à la doter d'un fonds de roulement suffisant pour faire face aux besoins en préfinancement et au retard de liquidation des subsides publics, mais aussi pour accroître l'autonomie et l'influence de Solidarité Socialiste.

a. Visibilité de SolSoc

SolSoc a tenu des stands et a présenté ses activités lors de plusieurs événements en 2014. Parmi ceux-ci citons :

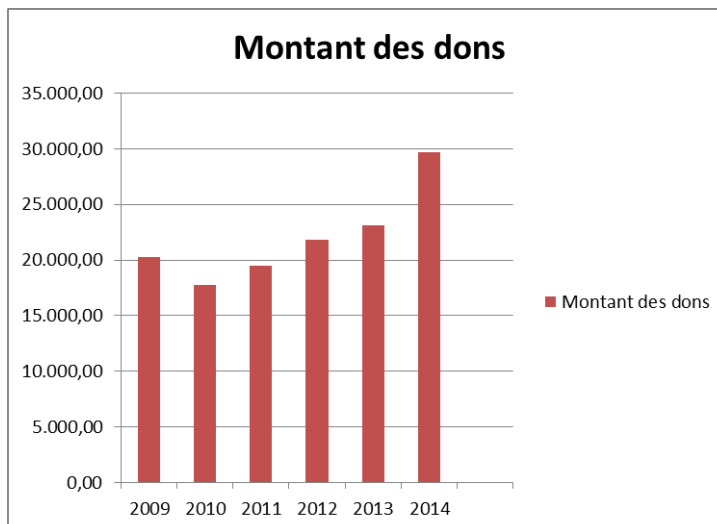
- 8 mars, lancement de l'outil « Entre violence et Espoir – Femmes du Kivu ».
- 1^{er} mai FGTB à Bruxelles (Place Rouppe), Liège (Place St-Lambert), Cour-St-Etienne.
- Espace international de la Fête des Solidarités en partenariat avec SETM/SESO les 30 et 31 août à la citadelle de Namur.
- 16 au 20 décembre : Salon du testament dans le cadre de la campagne Testament.be
- Opération 11.11.11 : divers stands de ventes organisés par SolSoc à Bruxelles

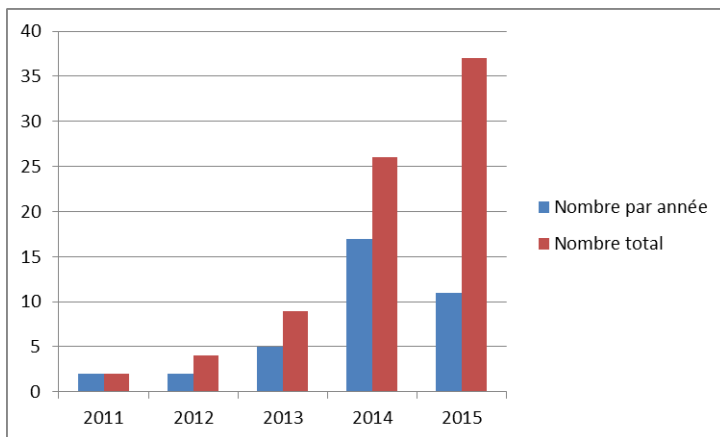


b. Campagne de recrutement de donateurs et cartes de vœux

Solidarité Socialiste a poursuivi son travail de récolte de fonds à destination des membres et sympathisants du Parti Socialiste selon la stratégie mise au point fin 2012, qui recentre notre action de récolte de fonds vers notre public historique. Nous envisageons la récolte de fonds selon la philosophie de la Relationship Fundraising, selon laquelle le donateur est au cœur de la récolte de fonds, que c'est en le respectant, en faisant attention à ses besoins en tant que donateur et en dialoguant avec lui qu'on peut construire une relation forte et durable, pouvant aller jusqu'à la construction d'actions conjointes qu'il peut s'approprier pleinement.

En 2013, le travail consistait essentiellement en un travail de présentation de Solidarité Socialiste. Cette année 2014, nous avons poursuivi et approfondi ce travail qui est essentiellement un travail de rencontre du public, de proximité et de relations interpersonnelles : présentation de l'ONG devant les militants socialistes ; entretien avec des bourgmestres, des mandataires européens, fédéraux, régionaux, communautaires et provinciaux, et des présidents de Fédération et d'USC ; participation à des événements locaux, participation à l'Opération 11.11.11 en partenariat notamment avec des Jeunes Socialistes, organisation de Running for Palestine à l'occasion des 20 km de Bruxelles, ...).





Le travail mené commence à montrer les premiers résultats visibles (i.e. quantifiables), même s'il faut être conscient que tout travail de récolte de fonds qui vise un résultat pérenne et attache une grande importance à la fidélisation des donateurs demande de la patience et plusieurs années avant de porter pleinement ses fruits. C'est ainsi que l'on est passé de 21.797,28 € en 2012 à 23.086,58 € en 2013 pour atteindre 29.685,02 € en 2014 (soit une croissance de 28 % entre 2013 et 2014), compte non tenu des dons récoltés dans le cadre de l'aide d'urgence pour Gaza, à savoir quelque 3.320 €.

Autre résultat positif et significatif : nous avons vu en 2014 la création des deux premières antennes locales de Solidarité Socialiste, la première à Nivelles, la deuxième à Flémalle.

Solidarité Socialiste était membre pour la dernière saison de la campagne Testament.be et a participé, dans ce cadre, au Salon du Testament qui s'est étendu sur cinq jours, en décembre 2014. Au cours de 2014, 17 personnes ont manifesté leur intérêt pour les legs et/ou donations concernant Solidarité Socialiste.

La vente de nos cartes de vœux 2014 a permis de récolter 3.122,5 €. Quant à la tenue d'un des Bars des festivités du 1er mai à Bruxelles ainsi que la vente de cocktails du Sud au 1er mai à Liège, ils ont permis de récolter plus de 5.000 €.

Solidarité Socialiste a fait acte de candidature pour devenir membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (A.E.R.F.). Solidarité Socialiste a été retenue et fait partie des membres de l'AERF depuis fin 2013.

Pour l'année fiscale 2014, Solidarité Socialiste a délivré 376 attestations fiscales pour un montant total de 60.046,46 €.

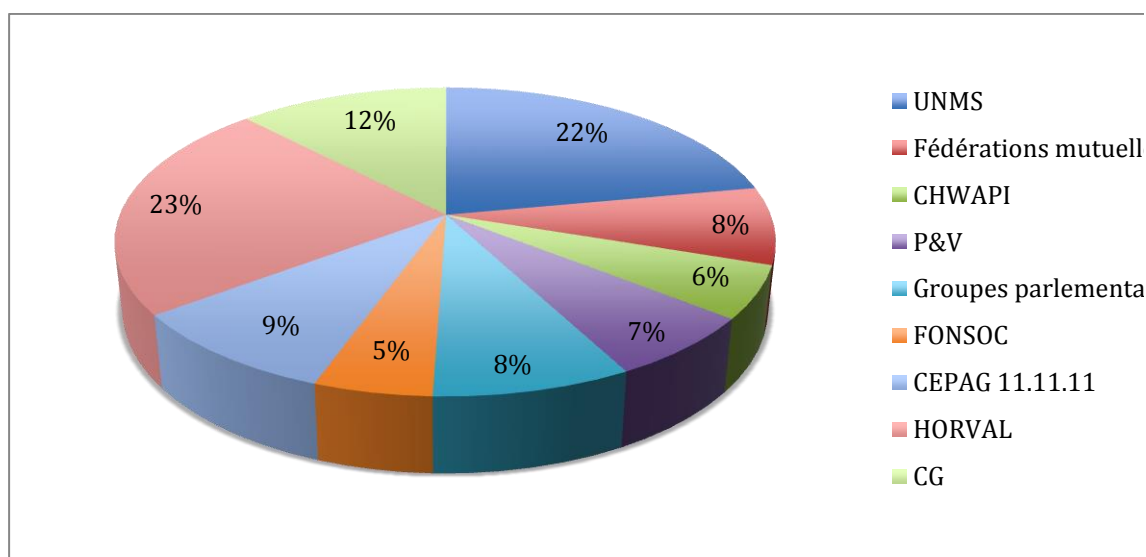
c. Les donateurs du mouvement socialiste

Solsoc peut compter sur l'apport fidèle de ses membres, les organisations de l'action socialiste, tant pour le financement de sa structure que de ses programmes :

- FONSOC et les groupes parlementaires du Sénat, de la Chambre des Représentants, de la Région wallonne, de la Communauté française et de la Région bruxelloise.
- L'union nationale des mutualités socialistes et les Fédérations mutualistes MWP, CSC et du Brabant ainsi que le CHwapi.
- La coopérative d'assurances P&V.
- Le CEPAG.
- HORVAL (centrale de l'alimentation de la FGTB au travers du Fonds social de l'alimentation).
- La Centrale Générale (au travers des Fonds sociaux du Papier et de la Cellulose).

L'apport cumulé de ces organisations a atteint 453.676,07 € en 2014 et se réparti comme suit :

UNMS	100.000,00 €
Fédérations mutuelles	36.796,01 €
CHWAPI	25.000,00 €
P&V	30.000,00 €
Groupes parlementaires	37.500,00 €
FONSOC	22.310,00 €
CEPAG 11.11.11	42.070,06 €
HORVAL	105.000,00 €
CG	55.000,00 €



La plupart des fonds ont été utilisés pour soutenir le programme DGD, néanmoins des contributions de la Centrale Générale essentiellement ont été affectées à des projets complémentaires et en synergie avec le programme DGD, comme au Cap-Vert et au Brésil. Au Cap Vert il s'agissait de la conclusion d'un projet de formation de coiffeuses. L'expérience de formation des jeunes coiffeuses a permis d'améliorer la collaboration entre Citi-Habitat, ong partenaire de Solidarité Socialiste, active dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire et l'Union des Syndicats de Santiago.

Au Brésil l'ONG FASE et deux syndicats du secteur de la production de cellulose ont finalisé le projet initié en 2013. Plusieurs communautés d'afro-descendants et autres communautés ont été soutenues par des actions des Fonds Rotatifs Solidaires pour améliorer leurs terres affectées par la monoproduction d'eucalyptus. Deux syndicats (SINTICEL-ES et le SINTREXBEM-BA) y ont participé et ont développé des activités de formation avec les travailleurs du secteur. Ces deux organisations sont actives dans une région fortement affectée par la monoculture de l'eucalyptus et confrontés à un phénomène de sous-traitance à outrance.

d. Campagne 11.11.11

En 2014 encore, SolSoc a participé activement à la campagne 11.11.11 qui reste une source de financement importante pour nos projets. Ainsi, l'équipe SolSoc a assuré 189 heures de vente et a récolté 27.232,5 euros. Nous avons activement participé aux activités politiques du CNCD et nous avons assisté à 29 réunions d'instances du CNCD entre les groupes locaux, l'AG, le CA et les différentes commissions de la coupole. Nous avons obtenu 47.675 euros pour le financement du FADOC.

e. La fondation Solidaris international



Solidaris
International

La Fondation Solidaris International a été créée le 6 octobre 2008 par Solidarité Socialiste. Sa première année d'activités a permis sa mise en place aux niveaux fiscal et administratif. Ses statuts sont publiés, son régime fiscal établi et clair.

La Fondation a tenu à penser son éthique et sa déontologie et à la formaliser. Un code de déontologie a ainsi été conçu et signé par les administrateurs de la Fondation. Une charte éthique de communication et de mobilisation de fonds a également été établie garantissant aux mécènes et donateurs une transparence dans la récolte de fonds, des méthodes respectueuses de l'humain et l'assurance de l'adéquation entre les informations liées à l'attribution des fonds récoltés et leur affectation réelle.

Solidaris International a déposé son nom à l'Office international de la propriété intellectuelle pour le Benelux, l'Union Européenne et le Maroc grâce à l'autorisation de Solidaris Immo de pouvoir utiliser son nom et à la prise en charge de cette dernière du coût de ce dépôt.

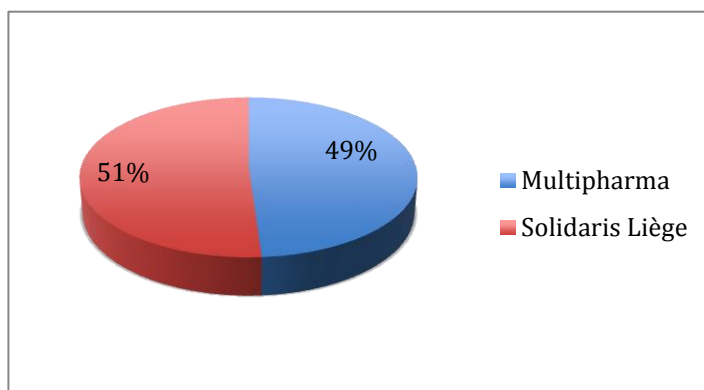
En 2009, la Fondation avait mis en place ses outils de communication externe afin de créer son identité organisationnelle.

Dès 2010, la Fondation a été parrainée par des personnalités reconnues en Belgique pour leur engagement : les frères Dardenne et Hadja Lahbib.

Le lancement officiel de la Fondation a eu lieu le 21 septembre 2010 au Brussels Info Place en présence de nombreuses personnalités politiques.

Par le dialogue entretenu avec les bailleurs potentiels, la Fondation a effectué des actions d'information et de sensibilisation concernant la situation des pays qu'elle appuie et des initiatives citoyennes renforçant la démocratie qui y existent.

Suite à différentes démarches, le soutien des mécènes Multipharma (23.000 €) et Solidaris Liège (24.000 €) a été maintenu pour 2014, par contre Pairi Daiza a stoppé son soutien à nos activités en raison d'investissements internes et nécessaires au développement de leurs propres activités.



Dans une démarche de diversification de ses sources de financement, la Fondation s'était adjointe les services d'une agence de recherche de mécènes et sponsors « I Love My Sponsor ». La convention qui liait la Fondation et ILMS a été dénoncée le 10 mai 2011 dans la mesure où ILMS n'a obtenu aucun résultat après plus d'une année de fonctionnement. ILMS ne respectant pas le contrat signé, une action en justice a été introduite afin de récupérer les sommes prévues dans le contrat. Au terme de la procédure, il appert que « la créance n'étant pas privilégiée, la requérante ne touchera aucun dividende ». Il restait encore la possibilité de porter plainte au pénal pour escroquerie à l'encontre de M. Deburge. Néanmoins, vu les frais encore à prévoir dans cette optique, il a été décidé de clôturer le dossier.

Malgré toutes les actions entreprises, la Fondation n'a pas été en mesure d'atteindre totalement les objectifs fixés en matière de récolte de fonds. La problématique reste entière pour les années à venir.

Sur base du bilan 2014 de la Fondation, le CA du 23 janvier 2015 a décidé d'affecter 44.488,68 € (80% du résultat positif de l'exercice) au fonds de projets de Solidarité Socialiste les 20% restant étant affectés au compte « Structure » de Solidarité Socialiste afin d'assurer sa mission de sélection des partenaires du Réseau FADOC

Le réviseur et commissaire aux comptes mandaté par le CA, Jean-Marie Deremince, a contrôlé les comptes 2014.

f. Relation avec les bailleurs publics

La DGD reste le bailleur de fonds public principal de SolSoc. Le PGM 2014-2016 s'insère dans le cadre stratégique 2012-2017 et constitue la colonne vertébrale de l'action de solidarité internationale de SolSoc. Ses fonds propres sont valorisés au maximum auprès de la DGD, de façon à ce que le volume de financement atteigne la masse critique justifiant par ailleurs la charge en suivi administratif, celle-ci étant fort lourde. Ce choix se justifiait également de par la nécessité de renforcer la cohérence stratégique de l'action de SolSoc aux plans géographique, thématique et méthodologique et d'en professionnaliser le fonctionnement tant au plan de la gestion financière et des ressources humaines, que du suivi et de l'évaluation des programmes. Il était important dès lors de rationaliser et d'éviter la dispersion entre de nombreux petits projets et sources de financement. Le programme 2014-2016 a renforcé cette tendance en adoptant une stratégie de concentration thématique (2 principales au lieu de 3), géographique (9 pays + la Belgique au lieu de 12), de partenariat (25 partenaires associés Sud au lieu de 34).

Ce choix se justifiait encore de par la difficulté croissante à obtenir des cofinancements de l'Union européenne, qui s'apparente à une loterie.

Cependant afin d'éviter une dépendance trop importante par rapport à un bailleur de fond et à une ligne budgétaire, SolSoc s'est fixée comme priorité pour les 10 prochaines années l'augmentation significative de ses fonds propres et la diversification de ses sources de financement.

Enfin, en décembre 2014, SolSoc a élaboré et introduit un nouveau plan stratégique 2017-2021, préalable pour obtenir son ré agrément comme ONG et pour accéder aux subventions programme à partir de 2017. Elle a dû renseigner une série de critères qui seront ensuite appréciés et évalués lors du prochain screening prévu au deuxième semestre de 2015.

i. La DGD



Pour rappel, les années 2012 et 2013 ont été marquées par deux chantiers prioritaires portés par les deux Ministres successifs de la coopération au développement (P. Magnette et JP Labille), à savoir la cohérence des politiques en faveur du développement et l'efficacité de la coopération belge. Cela s'est traduit par la révision totale de la loi de la coopération de 1999 pour réinscrire la coopération belge dans le concert des nouveaux paradigmes de la coopération internationale avec une approche fondée sur les droits humains. La nouvelle loi (12/04/2013) consacre aussi un titre à la cohérence des politiques en faveur du développement et intègre maintenant

l'aide humanitaire. Un nouvel AR réformant le cadre règlementaire pour la reconnaissance des acteurs de la coopération non gouvernementale, de leurs structures représentatives, et la subvention de leurs activités en a découlé et a été signé par le Ministre JP Labille le 25 avril 2014. Parallèlement, un Arrêté Royal modifiant l'AR du 7 février 2007 et fixant les responsabilités et tâches des Fédérations et des a également été approuvé. Il précise notamment le rôle des Coupoles dans la réalisation des Analyses Contextuelles Communes.

Au moment où les acteurs de la coopération non gouvernementale (ACNG) commencent à se conformer aux dispositions de transition prévues par la réforme (ACC, Plan Stratégique 2017-2021), le nouveau Ministre A. Decroo annonce de sérieux amendements. Le secteur qui s'est déjà fortement mobilisé les 2 années précédentes, s'inquiète et s'interroge sur la poursuite des nouvelles mesures et sur le changement de cap annoncé. L'administration ne semble pas plus rassurée et est en même temps confrontée à une réduction drastique de son personnel. Une génération d'anciens agents en partance ne sera pas remplacée. En s'adressant à une expertise externe, elle attèle à clarifier les critères du futur screening et une méthode pour les apprécier auprès de tous les ACNG dans le courant de 2015.

Le processus global d'élaboration des ACC piloté par les coupoles a été mis en place assez tardivement en octobre seulement. Les ACNG ont été amenées à manifester leurs intentions (pays et thématiques d'intervention pour les 10 ans à venir) au travers d'une enquête. Parallèlement, pour améliorer la coordination et l'harmonisation de l'approche entre tous les ACNG, les coupoles ont mis en place un comité de liaison des ACC. SolSoc s'est portée candidate à participer et a été retenu avec 9 autres ACNG

au niveau national. Le comité s'est réuni pour la première fois le 3 novembre 2014 et a tenu au total 5 réunions en 2014. Il a suivi la rédaction du vadémécum (lignes directrices pour l'élaboration d'une ACC) et la stratégie de mise en place des ACC à partir des résultats de l'enquête et en tenant compte de l'AR. Chaque pays fera l'objet d'un ACC et seules subsistent les 4 ACC thématiques régionales « travail décent ». SolSoc a pris le lead de l'ACC thématique travail décent pour l'Afrique de l'Ouest, du Nord et de Palestine ainsi que le lead de l'ACC « pays » Guinée Bissau.

Par ailleurs, Solidarité Socialiste a continué à suivre de très près tout le processus, au travers de ses mandats d'administrateur, tant au niveau de la fédération ACODEV que de la coupole CNCD mais aussi grâce à une maîtrise approfondie du dossier en interne.

Evolution du subside DGD aux plans d'action

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Montant du subside	1.697.728	2.027.583	2.138.583	2.183.900	2.336.600	2.430.250	2.931.510	3.034.039	3.157.489	3.248.507	3.345.961
% augmentation annuelle		19%	5%	2%	7%	4%	21%	3%	4%	3%	3%
% augmentation cumulée			26%	29%	38%	43%	73%	79%	86%	91%	97%
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Montant du subside	3.446.341	3.498.606									
% augmentation annuelle	3%	2%									
% augmentation cumulée	103%	106%									

Par ailleurs, nous avons fait financer en 2014 un projet sur la ligne « Synergie et complémentarité ».

Le projet PREDYSOC II (Dynamiques Socio-éco Cibitoke II - Burundi) a pris fin en décembre 2014. Cette deuxième phase de deux ans a permis d'améliorer les conditions de vie des membres des groupes d'entraide et d'autopromotion des communes de Mugina et de Murwi (354 IGG rassemblent 2.871 ménages dont le revenu est en moyenne le double de celui des autres habitants). Il a contribué à renforcer la solidarité et la cohésion sociale sur les collines.

La mise en place d'un centre de formation a permis le renforcement des capacités d'un pool de leaders paysans (animateurs endogènes, membres des comités techniques des coopératives, les organes des coopératives, etc.) et l'émergence de nouveaux leaders paysans qui vont servir de modèle dans la communauté.

Malgré la jeunesse et les défis auxquels elles font face, les trois coopératives multifilières et multifonctionnelles offrent de nombreux services à leurs membres (2.007 membres actifs) et à la communauté : formation à des meilleures pratiques de production, accès aux intrants, stockage et transformation pour mettre sur le marché des produits labellisés à plus haute valeur ajoutée (2 usines de dépulpage du café, 3 décortiqueuses de riz, 4 moulins mixtes pour la transformation du manioc et du maïs).

La mise en place de l'union des coopératives paysannes devrait garantir la pérennisation des acquis du projet.

ii. Les entités fédérées



Les fonds obtenus auprès des entités fédérées sont modestes au regard de ceux du fédéral, mais ils sont par contre stratégiques pour SolSoc. Deux modalités existent. La première permet de participer à la constitution de l'apport propre de l'ONG pour peu qu'elle ne dépasse pas 50% de celui-ci. Dans ce sens, l'objectif initial de l'ouverture de cette ligne de financement des ONG par le WBI atteint pleinement son objectif en renforçant la capacité des ONG francophones à lever des fonds au niveau fédéral. Ce subside a varié sensiblement au fil des années. Ce n'est qu'à partir de 2004 que nous avons pu présenter des actions ayant un budget

suffisamment élevé, que pour être retenu comme premier choix par l'administration, l'enveloppe disponible n'étant pas suffisante pour participer au cofinancement de plus d'un projet par ONG.

Evolution du subside WBI participant au cofinancement du programme

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Montant du subside	99.252	95.091	94.764	90.000	94.944	67.277	66.500	84.717	67.131

La seconde modalité permet le cofinancement de projets de « développement durable » à hauteur de 87,5%. Elle a été utilisée par SolSoc pour « compléter » le financement du programme DGCD. Elle est cependant moins intéressante que la première car elle « coûte » beaucoup en travail administratif pour des budgets relativement modestes. En 2014, deux projets complémentaires ont été introduits, l'un en Bolivie et l'autre en Palestine. En Bolivie, via un processus de formation (axé sur des thèmes prioritaires comme la planification participative municipale, l'exercice des Droits humains, le leadership, le contrôle social, etc. ainsi que l'intégration de secteurs importants de la population comme les jeunes et les femmes) le projet a fourni des outils de base à la société civile et à ses organisations pour participer de manière active aux différents espaces de participation et contrôle. Au total 1812 personnes ont été formées. Ce processus a contribué à la transformation des municipalités de Poroma et Tacobamba. Ceci à travers une meilleure participation des communautés, en renforçant ou recréant des espaces de participation, de planification et de gestion, en renforçant les capacités des autorités et du personnel des municipalités... En Palestine, le projet « Hand in Hand » s'est développé avec Ma'an. L'association a mis en place un système d'aide aux étudiants, à travers l'octroi de bourses, afin de les aider à couvrir des frais d'inscription à l'université de Birzeit qui ne cessent d'augmenter. Pour ce faire, une coopérative a été formée, regroupant essentiellement des membres de l'Association des Amis de Birzeit, afin d'organiser des activités génératrices de revenus - revenus qui sont par la suite redistribués aux étudiants qui n'ont pas les moyens de payer leur scolarité.

La diminution du subside WBI en 2011 et 2012 était due au système d'introduction des projets sur base d'objectifs spécifiques du programme cofinancé par la DGD. Dans notre cas, le découpage de notre programme en 13 objectifs spécifiques (1 par pays ce qui constituait un souhait de la DGD) au lieu de 4 auparavant diminue forcément la masse budgétaire sur base de laquelle le WBI calcule ses contributions. Néanmoins, les critères de sélection des projets ont été légèrement adaptés pour 2013, ce qui nous a permis d'introduire et d'obtenir un financement plus conséquent. En 2014, le co-financement a porté sur l'axe Economie sociale et solidaire en Bolivie, au Burkina, au Burundi, en Colombie, en RDC, en Guinée Bissau, au Maroc et au Sénégal. Le relativement faible montant octroyé provient d'une réduction linéaire (74,59%) appliquée par la WBI sur l'ensemble des projets approuvés vue leur nombre conséquent par rapport au budget disponible.

De plus, nous avons obtenu le soutien le financement d'un projet en Palestine, intitulé « Main dans la Main », de même qu'un soutien au projet FESSOL (Fête des solidarités) en RDC ainsi que le seconde année du projet en Bolivie « Développement social participatif des municipalités du Sud de la Bolivie ».

iii. Les provinces, les villes et les communes

Les relations avec la Province du Brabant wallon et les communes continuent. Malheureusement, pour des questions de disponibilité de budget, nous n'avons pu obtenir les montants souhaités pour les projets que nous avons introduits.

iv. La Loterie Nationale



La Loterie Nationale nous a accordé en 2014 un financement de 10.440 € pour un projet au Sénégal. L'objectif de ce projet est le renforcement de mutuelles de santé à base communautaire et d'acteurs de la protection sociale au Sénégal pour le développement d'une couverture maladie universelle.

7. L'organisation interne

Dès le début de l'année 2012, Solidarité Socialiste est entrée dans un processus d'amélioration constante au travers de la méthodologie EFQM⁸. Il s'agit d'un processus de certification de la qualité de la gestion initié au sein de la Fédération des ONG « ACODEV ». Cette initiative a rencontré l'adhésion du personnel, et est importante vis-à-vis de la DGD, qui est de plus en plus exigeante par rapport à cette dimension qualitative.

Ce processus interne et permanent permet une structuration spécifique des projets à mettre en œuvre, à court et moyens termes, au sein de SolSoc dans le cadre d'un processus d'amélioration constante.

Nous avons obtenu la certification C2E (Committed to Excellence) auprès de l'organisme agréé en la matière B-best au mois de mai 2013.

La méthode EFQM continue d'être appliquée de manière permanente au sein de l'organisation.

En 2014 plusieurs groupes de travail multidisciplinaires ont été mis en place.

Un premier, composé de six personnes, s'est penché sur l'ensemble de nos procédures financières (tant au niveau de la Structure que du Programme DGD) afin de revoir, d'adapter ce qui l'était. De nouvelles procédures d'engagement des dépenses ont notamment été validées et mises en application.

Un second, a permis de mettre à jour les procédures concernant les aspect d'économat, d'accueil, de téléphone ainsi que de logistique.

Le manuel de procédures a été adapté en conséquence.

De plus, le 25 juin, une journée complète a été consacrée à une analyse SEPO de l'organisation avec 3 points focaux : Stratégies institutionnelles et des ressources humaines et financières ; Stratégies des relations avec l'Action commune ; Stratégies de partenariat Sud (et ce afin de préparer la mise au Vert annuelle).

La Mise au Vert annuelle s'est tenue du 6 au 8 octobre (en séminaire résidentiel à La Marlagne). Ces trois jours ont été consacrés à la préparation du Plan stratégique 2017-2026 de Solidarité Socialiste (document indispensable en vue du renouvellement de l'agrément ONG et du screening DGD prévu en 2015).

a. Le personnel

Au 31 décembre 2014, l'équipe de Solidarité Socialiste était composée au siège de 17 personnes représentant 15.1 équivalents temps plein⁹, répartis comme suit :

3.70 ETP pour l'Action de partenariat Sud,
1.50 ETP pour l'appui au Programme,
1.85 ETP pour l'Action politique et éducative,
1.50 ETP pour la récolte de fonds et de la communication,
3.50 ETP pour l'administration et la gestion,
3 ETP pour les postes de direction.

Quatorze des dix-sept postes sont subventionnés par Actiris, de 10 à 95 %.

L'association est dirigée par un Comité directeur, composé du Président, de la directrice de l'Action politique et éducative, de la directrice de l'Action de partenariat Sud et du directeur Administratif et Financier, nommés et engagés par le Conseil d'administration.

Les directeurs(trices) rendent compte au Bureau exécutif. Le comité de direction s'est réuni à 5 reprises en 2014.

⁸ European Foundation for Quality Management

⁹ Total réel = 15,05 ETP mais le Secrétariat social arrondit à la décimale supérieure.

b. La coordination interne et procédure de décision

L'association est organisée en cinq services placés sous la responsabilité de la directrice de l'Action de partenariats Sud, de la directrice de l'Action politique et éducative et du directeur Administratif et Financier :

Directeur Administratif et Financier :

- Administration
- Récolte de fonds

Directrice) l'Action de partenariats Sud :

- Partenariats Sud

Directrice de l'Action politique et éducative

- Action politique et Educative
- Communication

5 réunions de **coordination** interservices (**IS**) ont eu lieu en 2014. L'ordre du jour est élaboré de façon participative. Il est coordonné par le directeur Administratif et Financier qui anime la réunion. Un PV est systématiquement rédigé, approuvé et suivi à la réunion suivante. Les IS sont un lieu d'information et de coordination pratique du travail (qui fait quoi quand comment avec qui?) entre les différents services en vue de :

- Réaliser les activités de visibilité et promotion de l'ONG;
- Réaliser les activités liées au fundraising;
- Assurer le bon fonctionnement interne de l'organisation (GRH, conditions de travail, secrétariat, nouvelles des instances...).

4 réunions de **coordination** du Programme co-financé par la DGD (**GT PGM**) ont eu lieu en 2014. Les réunions du premier semestre ont été essentiellement consacrées au suivi de la mise en place du dispositif de suivi du PGM avec la méthode la CI et la mise en route du nouveau CODAC. Le suivi de l'appropriation de la CI ainsi que celui de l'OSS100 international sont systématiquement mis à l'ordre du jour de tous les GT PGM et en articulation avec les sujets traités par le CODAC. Il est coordonné par la directrice de l'Action de partenariat Sud et la directrice de l'Action politique et Educative. Un PV est systématiquement rédigé, approuvé et suivi à la réunion suivante.

Le GT PGM est un lieu d'information et de coordination pratique du travail (qui fait quoi quand comment avec qui?) entre les différents gestionnaire de partenariats en vue de :

- Réaliser les activités relatives aux programmes et projets;
- Debriefing les activités relatives aux programmes et projets ;
- Etc,

Chaque service tient également ses propres réunions **techniques (RT)** pour traiter des questions opérationnelles.

- RTPN : 9 réunions en 2014 animées par la Directrice de l'Action Politique et Educative;
- RTPS : 10 réunions en 2014 animées en binômes par les chargés de partenariat;

Les groupes de travail (**GT**) traitent des questions **stratégiques**.

3 autres GT ont fonctionné en 2014 :

- GT Comm's : 4 réunions préparées et animées par les chargées du plaidoyer et de la communication.
- GT financement: 2 réunions préparées et animées par le Directeur Administratif et financier.
- GT Bonne ambiance : 3 réunions préparées et animées par la représentante du GT (Aurore Schreiber)

Les GT sont des lieux de conception et d'élaboration des stratégies et de suivi de leur mise en œuvre. Les GT ont pour mission de définir et d'accompagner la mise en œuvre des différentes stratégies d'action. Participent aux groupes de travail des personnes de différents services pour favoriser une approche transversale qui garantit la cohérence de l'action globale de SolSoc en regard de sa mission et de ses objectifs globaux tels que définis dans le programme quinquennal et déclinés dans les plans d'action.

c. La gestion comptable et financière

La comptabilité analytique suit la réglementation du cofinancement DGD qui avait été adaptée en 2008. Des outils de suivi et d'évaluation financiers et budgétaires ont été mis en place depuis 2006 permettant de contrôler à tout moment les ressources financières et leur utilisation quotidienne, selon qu'elles sont destinées au financement du programme (coûts opérationnels et de gestion) ou au fonctionnement de l'ONG (frais de structure). Ces outils sont :

- Comptabilité analytique
- Gestion de liquidités structurée
- Documents par type de sortie ou d'entrée des fonds
- Système de flux d'information (transfert des fonds et de mise en paiement)
- Contrôle budgétaire, tableaux de bord et plan de trésorerie.
- Gestion des salaires
- Rapport financier

L'effort de modernisation et de professionnalisation de la gestion comptable et financière a été poursuivi en 2013 notamment via le développement (sur mesure) du logiciel informatique de gestion « Snapshot ». Ce logiciel a pour objectifs, notamment, d'obtenir une gestion comptable et financière plus intégrée tant au siège qu'avec nos partenaires du Sud. Il vise une simplification administrative dans le cadre des justificatifs et formulaires inhérents aux bailleurs de fonds.

L'implémentation et l'utilisation dudit logiciel sont prévues pour 2014.

Le réviseur et commissaire aux comptes mandaté par l'AG, Jean-Marie Deremince, a contrôlé les comptes 2014 et a exercé un monitoring des procédures.

d. La gestion du personnel

Durant l'année 2014, deux travailleurs sont en crédit temps. Le 0,7 équivalent temps-plein dégagé a été redistribué sur deux autres travailleurs de l'ONG. Une travailleuse a été en congé de maternité d'octobre 2013 à fin février 2014, elle a été remplacée à concurrence d'un mi-temps par la chargée du secrétariat durant cette période.

Afin de répondre de manière optimale aux exigences de la réalisation des différents programmes et activités mis en œuvre par SolSoc la répartition des fonctions est la suivante :

Répartition des fonctions au département « Action de partenariats » :

	Suivi partenaires Sud	Suivi partenaire Nord	Suivis thématiques (Plates-formes)	Fonctions transversales	Temps de travail
Chantal				Chargée de la coordination du suivi/évaluation PGM	0,5 TP
Aurore				Appui à la coordination pédagogique (0,25 TP) Appui à la	0,5 TP

					communication partenariat Nord (0,25 TO)	
François	Palestine Sénégal		Palestine ABP		Chargé partenariat Sud (0,8 TP) Chargé partenariat Nord (0,2 TP)	1 TP
Géraldine					Action politique (0,5 TP) Communication (0,5 TP)	1 TP
Gilberto (en remplacement de Rafaël et Jacques)	Guinée Bissau Cap-Vert	FGTB			Partenariat Sud (0,5 TP) Partenariat Nord (0,5 TP)	1 TP
Gladys	Colombie Bolivie		Colombie OIDHACO Réseau BC			1 TP
Veronique	Maroc			ACODEV (à partir de septembre) ; Comité de liaison des ACC ; Comité de pilotage MasMut	Coordination générale partenariats sud + financière	1 TP
Pascale		PS-IEV / PAC / JS		Commission politique	Coordination générale Action politique et éducative	1 TP
Perrine	Burkina Faso	FPS (UNMS)	Protection sociale : <ul style="list-style-type: none">• travail décent• santé	PF Travail décent ; PF Solidarité santé	Partenariat Sud (0,4 TP) Partenariat Nord (0,4 TP)	0,8 TP

Sylvie	RDC Burundi		Afrique centrale	PF Afrique centrale AgriCongo		1 TP
--------	----------------	--	------------------	----------------------------------	--	------

La dimension technico méthodologique dans l'appui aux mutuelles de santé est assurée par les trois chargés de partenariat concernés pour ce suivi impliquant la participation à MasMut et à La concertation. Ceci en collaboration avec la personne qui fait le suivi thématique santé (PC).

Répartition des fonctions pour le département administration, récolte de fonds, logistique, secrétariat.

	Représentation	Fonction	Temps de travail
Alexandra	FEONG GT« ressources humaines » ACODEV	GRH	0,75 TP
Casimir		Comptabilité	1 TP
Karima		Suivi budgétaire des programmes	0,75 TP
Saïfe		Logistique	1 TP
Odette		Secrétariat	0,75 TP
Patrick		Branding & récolte de fonds	0,5 TP
Aurore		Communication récolte de fonds	0,5 TP
Thibaut	ACODEV, CNCD, CWBCI, PS, IEV	Coordination générale	1 TP

Il faut noter qu'un ETP complémentaire est nécessaire afin de rencontrer au mieux nos objectifs de récolte de fonds et de diversification de nos sources de financement. Néanmoins, la situation financière générale de notre organisation ne permet pas de supporter cette charge salariale supplémentaire.

En ce qui concerne la formation du personnel au court de l'année :

Formations suivies par les membres du personnel pour un total de 355,3 heures (la CCT relative aux efforts de formation pour la SCP 329.02 est de 5h09 par ETP au 1er janvier 2014 donc 78 heures) dans les matières suivantes :

- « Communication non violente » : 16 personnes
- « Formation en néerlandais » : 1 personne (En congé d'éducation)

- « Formation en espagnol » : 2 personnes (En congé d'éducation)
- « Informatique » : 1 personne (En congé d'éducation)
- « Poser sa voix et manier l'écrit – parlé » : 1 personne
- « Décisions collectives » : 1 personne
- « Winbooks » : 1 personne
- « Snapshot » : 8 personnes
- « Gestion des risques Programme » : 1 personne
- « Gestion des risques financiers et administratifs » : 2 personnes

8. Le fonctionnement des instances

Le Comité de Direction s'est réuni à cinq reprises durant l'année 2014.

La composition du Comité de Direction au 31/12/2014 était la suivante :

Président : Alain COHEUR

Directeur Administratif & Financier : Thibaut MICHOT

Directrice de l'Action de partenariats Sud : Veronique WEMAERE

Directrice de l'Action politique et éducative : Pascale BODINAUX

Le Bureau exécutif s'est réuni à une reprise en 2014.

La composition du BE au 31/12/2014 était la suivante :

Président : Alain COHEUR.

Vice-président(e)s : Delphine HOUBA, Véronique JAMOULLE et Jean-François RAMQUET.

Secrétaire : Marie-Caroline COLLARD.

Trésorier : Willy TAMINIAUX.

Invité permanent : Rafaël LAMAS.

Le CA s'est réuni trois fois et l'AG une fois.

La composition du CA au 31/12/2014 était la suivante :

Marie ARENA, Jacques BOURGAUX, Dominic BRUMAGNE, Sébastien CHOQUET, Alain COHEUR, Marie-Caroline COLLARD, Etienne GODIN, Martini HAGIEFSTRATIOU, Delphine HOUBA, Véronique JAMOULLE, Gabrielle JOTTRAND, Rafaël LAMAS, Philippe MAHOUX, Jean-François RAMQUET, Willy TAMINIAUX, Philippe VAN MUYLDER, Olga ZRIHEN.

L'Assemblée générale s'est tenue le 24 juin.

La composition de l'AG au 31/12/2014 était la suivante :

AMAND Jean-Marie, ARENA Marie, BEAUFORT Alain, BODSON Thierry, BOURGAUX Jacques, BREYER Christelle, BRUMAGNE Dominic, CHOQUET Sébastien, COHEUR Alain, COLLARD Marie-Caroline, CORNU Tanguy, EBOKO Rose, EL FASSI Chiraz, GAMBINI Antonio, GILLON Stéphane, GODIN Etienne, GOLDSTEIN Yves, GOSSELIN Frédéric, GROVONIUS Gwenaëlle, HAGIEFSTRATIOU Martini, HOUBA Delphine, JAMOULLE Véronique, JOTTRAND Gabrielle, LALOY Marie-José, LAMAS Rafael, LARDOT Pierre, LEPOIVRE Florence, MAHOUX Philippe, RAMQUET Jean-François, SIMONIS Isabelle, SPELTDOORN Marnic, TAMINIAUX Willy, TARABELLA Marc, VAN MUYLDER Philippe, VERTENEUIL Robert, VIENNE Christiane, ZRIHEN Olga.

9. Liste des acronymes

ABI	Accords Bilatéraux d'Investissement
ACNG	Acteurs de Coopération Non Gouvernementale
ACODEV	Fédération des ONG francophones et germanophones de Belgique
ACS	Action Commune Socialiste
AD	Acção para o Desenvolvimento
ADFM	Association Démocratique des Femmes au Maroc
ADIM	Associação de Desenvolvimento Integrado das Mulheres
ADISCO	Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines
AFAQ	Action Femmes des Associations des Quartiers du Grand Casablanca
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AIM	Association Internationale de la Mutualité
AJR	Action Jeunes des Associations des Quartiers de Casablanca
ALCS	Association de lutte contre le SIDA
ALE	Accords de Libre Echange
AMCI	Agence Marocaine de Coopération Internationale
AMDH	Association Marocaine des Droits de l'Homme
AMO	Assurance Maladie Obligatoire
AMU	Assurance Maladie Universelle
AMVEF	Association Marocaine de lutte contre la violence à l'égard des femmes
ANG	Acteur de la Coopération Non Gouvernementale
ANG	Acteurs de la Coopération Non Gouvernementale
APALCOF	Associação das Produtoras e de Autopromoção para a Luta Contra a Fome
APD	Aide Publique au Développement
APE	Accords de Partenariat Economique
APEFE	Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Etranger
API	Agence burundaise de Promotion des Investissements
APROFES	Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise
ASC	Association de la Société Civile
ASMADE	Association Songui Manégré - Aide au Développement
ASS	Associations
ATI	Association de Travail Interdisciplinaire
ATTAC	Association pour une Taxation sur les Transactions financières et l'Action Citoyenne
ATY	Association Tind Yalgré
AVACOG	Associação das Viúvas de Antigos Comatentes
AVD	Association Villageoise de Développement
BD	Broederlijk Delen
BDS	Boycott, désinvestissement et sanctions (campagne)
BE	Bureau exécutif
BISAN	BISAN CENTER for Research & Development
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
CACMU	Cellule d'Appui à la Couverture Maladie Universelle
CAM	Carte d'Assistance Médicale
CARTPL	Collectif des Associations des Restauratrices et des Transformatrices des Produits Locaux de la ville de Ouagadougou
CATISO	Centre d'Appui technique aux initiatives socio-économiques de prévoyance et solidarité
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEF	Conseil à l'Exploitation Familiale
CENADEP	Centre National d'Appui au Développement à la Participation Populaire
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CEPAG	Centre d'Education Populaire André Genot (de l'interrégionale wallonne)
Cercles solidaires	Groupes autogérés d'une trentaine de personnes issues des communautés marginalisées, surtout des femmes.

CETRI	Centre Tricontinental
CG	Centrale Générale (FGTB)
CGAT	Centre de Gestion des risques et d'Accompagnement Technique des mutuelles de santé- ASBL
CGSP	Centrale Générale des Services Publics (FGTB)
CI	Cartographie des Incidences
CIDES – UMSA	Ciencias del Desarrollo de la Universidad Mayor de San Andrés
CIOEC	Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas, Indígenas y Originarias de Bolivia
CLCOP	Cadres Local de Concertation des Organisations de Producteurs
CLD	Comités Locaux de Développement
CLO	Comité Local d'Orientation
CM	Centre Médical
CMA	Centre Médical avec Antenne chirurgicale
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNAC	Confédération Nationale des Associations des Caféculteurs du Burundi
CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CNCD	Centre National de Coopération au Développement (Belgique)
CNCR	Conseil National de Coopération et de Concertation des Ruraux
CNCR	Conselho Nacional de Consertação e de Cooperaçao Rural
CNONGD	Assemblée générale du Conseil National des ONG de Développement du Congo
CNPS	Commission Nationale de la Protection Sociale
CNSS	Caisse Nationale de la Sécurité Sociale
COCOCA	Union des Coopératives de Caféculteurs
CODAC	Comité D'accompagnement du programme de SolSoc
CODEP	Consejos Departamentales Economicos Productivos
COES	Conseils Economiques Sociaux
COMEP	Consejos Municipales Economicos Productivos
COMPIL	Comité de Pilotage
CONAPAC	Confédération Nationale des Producteurs Agricoles du Congo
Confectionistas	Personnes qui travaillent dans le textile au niveau local ou pour de grandes multinationales
CONGAD	Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement
COOAGROMUISCA	Cooperative agropecuaria Muisca
COOPROFECO	Coopérative de Production par la Femme Congolaise
COPADE	Convention des Organisations Paysannes pour le Développement de l'Équateur
COPEP	Consejos Regionales Economicos Productivos
COPI	Comité de Pilotage
CORAP	Coalition pour le suivi des réformes et de l'action publique
COSYBU	Confédération des Syndicats du Burundi
CPD	Cohérence des Politiques pour le Développement
CPE	Constitution Politique de l'Etat
CPSD	Comités des Partenaires pour la Santé et le Développement (Burundi)
CPVV	Comité Provinciaux de Vérification et de Validation (Burundi)
CRAFOP	Comité de Réveil et d'Accompagnement des Forces Paysannes
CRD	Comités Régionaux de Développement
CS	ONG Central Social
CSB	Confédération Syndicale du Burundi
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté
CSPS	Centre de Santé et de Promotion Sociale
CSUTCB	Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie
CTB	Coopération Technique Belge
CWBI	Coopération Wallonie Bruxelles Internationale
DAC	Dynamique d'Action Citoyenne
DES	Droits Economiques et Sociaux
DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
DIOBASS	Plateforme DIOBASS au Kivu

DPAE	Direction Provinciale de l’Agriculture et de l’élevage
DRS-SFD	Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés
DRWC	Democracy and Workers’ Right Center
DYN	Dynamiques
EC	Équipe de Coordination
ECOSOL	Economie Sociale et Solidaire
ED	Education au Développement
EFI	Exploitation Familiale Intégrée
EFQM	European Foundation for Quality Management
EI	Economie Informelle
ELN	Ejército de liberación nacional
ENGIM	ONG Ente Nazionale Giuseppini Murialdo
EP	Education Populaire
ESS	Economie Sociale et Solidaire
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
EURAC	Réseau européen de plaidoyer sur l’Afrique Centrale
FADOC	Fonds d'appui à la dynamisation des organisations communautaires de base
FAO	Food and Agriculture Organization
FARC	Forces Armées Révolutionnaires de Colombie
FARM	Fondation pour l’Agriculture et la Ruralité dans le Monde
FDT	Fédération Démocratique du Travail
FEBUTRA	Fédération Burundaise des Travailleurs de l’alimentation, de l’agriculture, de l’hôtellerie-restauration, du tabac, et des branches connexes
Fedeasociadas	Federación de Organizaciones Asociadas del valle
FEMUSCABU	Fédération des Mutuelles de Santé du Burundi
FENOP	Fédération Nationale des Organisations Paysannes
FGPN	Fédération des Groupements de Producteurs du Nayala
FGTB	Fédération Générale des Travailleurs de Belgique
FINS	Fundacion Intercultural Nor Sud
FLDDF	Fédération de la Ligue Démocratique des Droits de la Femme
FMI	Fond Monétaire International
FNL	Forces Nationales de Libération
FOBABU	Forum des Producteurs Agricoles du Burundi
FOMENTAMOS	Corporación para el Fomento de las Microfinanzas y el Microcrédito
FONGS	Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal
FOP	Fédération des organisations paysannes
FOPAK	Fédération des Organisations Paysannes du Kivu
FOS	Fonds Ontwikkeling Samenwerking
FPI	Fonds pérennes intrants
FPS	Femmes Prévoyantes Socialistes
FSM	Forum Social Mondial
FSMAS	Action Jeunesse du Forum Marocain des Alternatives
G77+Chine	organisation créée par 77 pays en 1964 à Genève et qui compte désormais 133 États membres
GAF	Gestion administrative et financière
GAR	Gestion Axée Resultat
GFITUP	General Federation of Independent Trade Unions
GIE	Groupement d’Intérêt Économique
GPF	Groupements de Promotion Féminine
GREEN SENEGAL	Groupe de Recherche et d’Etudes Environnementales
GUPW	General Union of Palestinian Women
HORVAL	FGTB HORVAL (HORECA-VOEDING-ALIMENTATION)
IDH	Impôt sur les hydrocarbures
IDH	Indice de Développement Humain
IEC	Information, Education, Communication
IESS	Initiative d’Economie Sociale et Solidaire

IEV	Institut Emile Vandervelde
IFAAP	Institut de formation et d'appui aux acteurs de proximité
IFSI	Service International de la FGTB
IMF	Institut de Microfinance
IMI	Instituto Mozdhair Internacional
IMJD	institut marocain des jeunes pour la jeunesse et la démocratie
INADES	Institut Africain pour le Développement Economique et social
INDH	Initiative Nationale de Développement Humain
IPC	Instituto Popular de Capacitacion
IPSP	Instrument Politique pour la Souveraineté du Peuple
ITA	Institut des Technologies Alimentaires
ITECO	Centre de formation pour le développement et la solidarité internationale
Itoco	Red Juvenil Itoco (Itoco : nom d'un indigène)
JFD	les jeunes femmes démocrates
LDDF	Ligue Démocratique pour les Droits de la Femme
LOASP	Loi d'Oriention Agro-Sylvo-Pastorale
LONALO	(Loboko Na Loboko) est la mutuelle communautaire de l'Équateur
M20F	Mouvement du 20 février
MASMUT	Plateforme belge de Micro assurance santé et mutuelles de santé
MEC	Mutuelle d'Épargne Crédit
MENA	Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation
MESyCJB	Mouvement de l'économie solidaire et du commerce équitable de Bolivie
METPS	Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale
MFPTSS	Ministère de la Fonction Publique du Travail et de la Sécurité Sociale
MIGA	Mouvement d'intégration gastronomique de Bolivie
MII	Made In Illegality (campagne)
MJS	Mouvement des Jeunes Socialistes
MOCS - CHIPAQUE	Mercado Orgánico Consciente y Solidario de Chipaque
MONUSCO	Mission des Nations unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo
MRE	Marocains Résidents à l'Etranger
MS	Mutuelle de Santé
MSP	Ministère de la Santé Publique
MSPLS	Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida
MUNASA	Mutualité Nationale de Santé
MUT	Mutuelles
N/S	Nord -Sud
OCB	Organisation Communautaire de Base
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OCEC	Organisation Communautaire d'Éducation Civique
ODJ	Ordre du jour
ODT	Organisation démocratique du travail
OEAS	Organisations économiques paysannes indigènes originaires
OECOM	Organisation économiques communautaires
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OIDHACO	Bureau International pour les droits humains en Colombie
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONAMS	Office National de Mutualité Sociale
ONGI	Cadre de concertation des ONG internationales
OP	Organisation de Producteurs
OP et OPA	Organisation Paysanne
OS	Objectif Spécifique
OSC	Organisation de la Société Civile
OSC	Organisation Sociale de Base/Organisation de la Société Civile

OSC	Organisations de la Société Civile
PA	Partenaire associé
PA	Plan d'Action
PAC	Popular Art Center
PAISEJ	Projet d'appui à l'insertion socio-économique des jeunes en commune Ndava
PAMUSAB	Plateforme des Mutuelles de santé du Burundi
PARCEM	Parole et action pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités
PE	Parlement Européen
PFIA	Plateformes d'Innovation Agricole
PGFTU	Palestinian General Federation of Trade Unions
PGM	Programme
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PL	Partenaire limitrophe
PNPS	Programme National d'Appui à la Protection Sociale
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
POAS	Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols
PRACAS	Programme d'accélération de la cadence agricole au Sénégal
PREDYSOC	Projet de Renforcement des Dynamiques Socio-économiques dans la province de Citiboke
PROCIVICUS	Programa do Reforço da Intervenção local das Organizações da Sociedade Civil Guine-Bissau
PROMUSCABU	Programme des Mutuelles de Santé des caféiculteurs du Burundi
PSE	Plan Sénégal Emergent
PTA	Plan de travail annuel
PTF	Partenaires techniques et financiers
PTUF	Palestinian Trade Union Federation
PV	Procès-verbal
RAC	Revue Annuelle Conjointe
RADEL	Rede de Associações para o Desenvolvimento Local de sector de Cacine
RAF	Responsable Administratif et Financier
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
RAMOB	Rede de Associações de Moradores de Bairros de Bissau
RC3	Réseau de commercialisation communautaire de Colombie
RDC	République Démocratique du Congo
RECASEM	Renforcement des capacités d'autopromotion et d'entrepreneuriat pour la sécurité alimentaire et des revenus en région de Mumirwa (province Bubanza)
REDCOM	Réseau Colombien de Commercialisation et Développement Communautaire
REDEPAZ	Red nacional de iniciativas ciudadanas por la Paz y contra la guerra
REDESOL	Réseau d'Économie Solidaire Colombie
RELACC	Réseau Latino-américain de Commercialisation Communautaire
REMESS	Réseau Marocain d'Economie Sociale et Solidaire
REPAM	Réseau parlementaire d'appui à la mutualité au Burkina Faso
RESAQ	Réseau des Associations de Quartier du Grand Casablanca
Réseau PRODDDES	Réseau pour la Promotion de la Démocratie et des Droits Economiques et Sociaux
RODEM	Plateforme des organisations d'appui au monde rural
SAAS	Associations de solidarité Asociativas d'Aïn Sbaa
SAED	Société d'aménagement et d'exploitation des terres du delta (du fleuve Sénégal)
SALSA	Comité de Integración por la Soberanía y Autonomía Alimentaria
SAW-B	Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelles
SDL	Station de lavage
SE	Secrétaire Exécutif
SETM/SESO	Solidarité Etudiants Tiers Monde/ Service Social de Solidarité Socialiste
SNDES	Stratégie Nationale de Développement Economique et Social
SOGESTAL	Société de Gestion des Stations de Lavage
SP	Secrétariat Permanent
SPONG	Secrétariat Permanent des ONG
Tassib	Tissus associatif de Bernoussi

TLC	Traité de Libre Commerce
UAC	Uniao de Associações de Cantanhez
UAM	Union des associations de Mohémédia
UCODE	Union pour la Coopération et le Développement
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
UGTM	Union générale des travailleurs du Maroc
UHACOM	Union Haguruka des coopératives multifilières
UMT	Union Marocaine du travail
UMUSAC	Union des Mutuelles de Santé de la région du Centre (Burkina)
UNAMUSC	Union Nationale des Mutuelles de Santé Communautaires
UNMS	Union Nationale des Mutualités Socialistes
UPCA	Uniao de Produtores de Cadeia Avicola
UPH	Université Populaire Haguruka
Vallenpaz	Corporación para el Desarrollo y Paz del Sur Occidente Colombiano
Volvalle	Asociación de voluntarios de Valle del Cauca
WSM	Solidarité Mondiale

